

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 34 (1148) 4 septembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 - 3

La misère pousse 10 millions d'enfants à se prostituer



Mineures cambodgiennes victimes d'un trafic sexuel.

4

Enquêtes sabotées :
coupable, la
gendarmerie exploite

10 - 11

Revenus , de 91 à 95 :
travailleurs + 0 %
sociétés + 15 %

12 - 13

Reportage exclusif :
les grèves cachées
de l'Afrique du Sud



Tiers monde : 10 millions d'enfants prostitués

Rita Vanobberghen, Clo Cornelissen, Dirk De Block, Bert De Belder

Le congrès mondial de Stockholm sur l'exploitation sexuelle des enfants s'est clôturé samedi dernier. La Belgique était au centre de l'attention.

Mais l'affaire Dutroux n'est que le sommet de l'iceberg, dont la masse submergée se situe dans le tiers monde. Chaque année, un million d'enfants y sont jettés dans la prostitution.

L'impérialisme jette les enfants pauvres dans la prostitution

La misère à la base d'un nouvel esclavage

Ahgoo a 17 ans et vit dans un village montagneux de Thaïlande, près de la frontière birmane. Personne ne veut se marier avec elle, parce qu'elle a été prostituée à Bangkok. Elle vit dans le dénuement total et le désespoir. A 13 ans, elle avait quitté sa maison, avec la vague promesse de gagner facilement de l'argent pour sortir sa famille de la pauvreté. Mais durant les quatre années qu'elle a passées dans un bordel de Bangkok, elle n'a jamais rien reçu, à part les 550 dollars donnés à ses parents. Une autre adolescente témoigne. «J'ai 16 ans et je suis originaire d'une province rurale du Cambodge. J'ai été accostée par un voisin qui m'a proposé un emploi à Phnom Penh, la capitale. Au lieu de me procurer un emploi, il m'a vendu à une maison de prostitution pour 150 dollars. Cinq jours plus tard, j'ai été vendue à un autre bordel. En deux mois, j'ai été vendue à cinq maisons closes différentes, pour un total de 750 dollars. Obligée d'avoir des relations sexuelles avec souvent dix hommes par jour, je n'ai jamais rien reçu.»

La Commission des droits de l'Homme de l'ONU évalue à dix millions le nombre des enfants exploités sexuellement à des fins commerciales. Chaque année, près d'un million de garçons et de filles sont jetés dans la prostitution. (1) Ces dernières années, le commerce du sexe s'est répandu comme une tache d'huile en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Rien qu'au Brésil, 500.000 à 2 millions d'enfants sont victimes de la prostitution. (2) Leur âge varie entre 13 et 18 ans, mais la tendance est à l'exploitation d'enfants toujours plus jeunes, voire de bébés. (3)

La prostitution infantile et le commerce des femmes sont la conséquence de la situation de misère économique totale dans laquelle l'impérialisme plonge aujourd'hui les peuples du tiers monde. Plus de 800 millions d'êtres humains sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a dix ans. (4) La part du revenu mondial dont disposent les 20 % les plus pauvres de la population est passée de 2,3 à 1,2 % entre 1952 et 1992. En Asie, qui connaît une prospérité économique croissante, la grande majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté. (5)

Si ces chiffres montrent bien l'injustice inhumaine du système capitaliste mondial, ils n'en montrent pas les conséquences dramatiques pour les familles pauvres à la campagne ou dans les bidonvilles du tiers monde. Dans beaucoup de cas, leur seule alternative est de se vendre eux-mêmes pour de l'argent, de la nourriture ou même de l'aide urgente.

Dans les campagnes, la pauvreté écrasante et la privation de terres obligent de plus en plus de femmes et de jeunes filles à émigrer vers la ville, où, pour survivre, elles aboutissent souvent dans la prostitution. Un chercheur de l'universi-



Au Népal, les proxénètes recrutent des fillettes dans les régions les plus pauvres. Ils promettent aux parents de leur donner un petit boulot. En réalité, ces enfants sont vendues dans les bordels. Leurs "clients" sont surtout des hommes d'affaires.

té de Dacca au Bangladesh a établi qu'il existe clairement un rapport entre, d'une part, les régions rurales où les différences en termes de revenu et de propriété terrienne sont les plus grandes et, d'autre part, le nombre d'enfants et de femmes de ces mêmes régions livrés à la prostitution. (3) Au Liberia, on a souligné le désespoir des parents qui incitent leurs filles

à avoir une activité sexuelle de plus en plus tôt pour contribuer à la survie du reste de la famille. (5) A Pretoria (Afrique du Sud), un groupe de travail international a démontré le lien entre les problèmes économiques provoqués par les programmes que le Fonds Monétaire International impose à la population et la croissance de l'industrie du sexe en Afrique. (4)

1. De Standaard, 26 août 1996.
2. Bulletin d'information d'ECPAT, juin 1996. ECPAT (End Child Prostitution in Asian Tourism) est un réseau international contre la prostitution infantile. 3. Sexual exploitation in Bangladesh, Freedom Review vol. 26. 4. Solidarité Internationale, avril 1996. 5. Documents du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants, Stockholm, 27-31 août 1996.

Les enfants comme marchandise

L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales porte toutes les caractéristiques d'un secteur économique organisé de l'économie mondiale. Dans leur logique criminelle, l'industrie du sexe et la soif de profit capitaliste traitent les enfants comme une simple "matière première". Elle est transformée en marchandise destinée au marché de consommation.

Leur valeur marchande diminue après chaque usage et dès qu'ils ne représentent plus aucune valeur commerciale, on les jette au sens propre du terme. (1)

Les "routes commerciales" utilisées pour ce trafic d'enfants présentent de remarquables parallèles avec les routes commerciales coloniales et néo-coloniales (2) :
- d'Amérique latine et du Sud-Est

asiatique vers l'Europe et le Moyen-Orient ;

- de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest - les enfants provenant de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, passent souvent par la Pologne, la Hongrie ou les États baltes ;

- dans le Sud-Est asiatique, la Thaïlande constitue une importante plaque tournante, mais la

destination finale est l'Amérique du Nord, l'Australie et (surtout) le Japon ;

- de l'Afrique vers l'Europe ;

- du Mexique vers les États-Unis. En Europe et aux États-Unis, les enfants d'immigrés comptent aussi parmi les premières victimes de l'industrie du sexe. En 1995, une enquête réalisée aux Pays-Bas parmi un millier d'enfants prosti-

tués a établi qu'il s'agissait principalement d'enfants d'ouvriers immigrés, ainsi que d'enfants originaires d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. (2)

1. Ron O'Grady, Ending the prostitution of Asian children, 1994. 2. Documents du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants, Stockholm, 27-31 août 1996.



Autour des bases américaines dans le tiers monde (ici à Subic Bay, Philippines), se développe l'industrie du sexe. Les jeunes Philippines servent les yankees comme esclaves sexuelles.

Le marché libre transforme les enfants en marchandises

Des organisations philippines contre la prostitution

Les Philippines comptent 60.000 enfants prostitués. (1) Sharon Cabusao de l'organisation de femmes *Gabriela* (2) : «La prostitution connaît aujourd'hui des formes extrêmes. Là où règne le marché libre, les femmes et les enfants deviennent des marchandises. Le gouvernement actuel veut poursuivre l'ouverture aux investissements étrangers dans des zones appelées "centres de croissance". Mais un autre "centre de croissance" croît simultanément : l'industrie du sexe. L'État stimule l'exportation de main-d'œuvre et l'industrie du tourisme. Toutes deux servent à faire entrer des devises, permettant de payer la dette extérieure. Mais toutes deux ont aussi comme conséquence que les services sexuels des femmes sont mis en vente.»

Les organisations révolutionnaires se préoccupent aussi de cette problématique. Le Front National Démocratique (NDF) y consacre un paragraphe de son programme gouvernemental alternatif : «Les droits des enfants, en particulier leur protection contre les abus et l'abandon, seront garantis. Des mesures seront prises pour résoudre les problèmes des enfants des rues et des enfants victimes de la drogue, de la prostitution et de la violence sexuelle.» (3)

Makibaka, l'organisation des femmes du NDF, déclare à l'occasion de l'affaire Dutroux : «Aux Philippines, c'est la misère insupportable et inhumaine — la conséquence de la domination par l'impérialisme, la grande bourgeoisie commerciale et les grands propriétaires terriens — qui jette des milliers d'enfants dans l'industrie du sexe. (...) Il est du devoir des autorités de protéger la jeunesse et

de construire pour eux un avenir meilleur. Mais tant que le gouvernement reste aux mains de la classe exploiteuse, comme c'est le cas aujourd'hui aux Philippines comme en Belgique, c'est impossible.»

1. UNICEF, *The Progress of Nations* 1995, p.34. 2. Sharon Cabusao, *Old tale, new face, Laya Feminist Quarterly*, vol.2 n°3, 1993. 3. Program and Constitution of the NDFP, NDF International Office, Utrecht, mars 1996.

Combattre efficacement la prostitution infantile

L'organisation non gouvernementale *Salinlahi*, ou Alliance pour les Intérêts de l'Enfant, est membre de l'organisation de coordination *Gabriela*. *Salinlahi* travaille avec les enfants des rues et les enfants prostitués. Elle analyse la situation des enfants, entreprend des actions en justice contre les proxénètes et les trafiquants d'êtres humains, exige des mesures légales pour protéger les enfants et assure l'accueil et la thérapie des enfants victimes. Un de ses projets concerne l'étude approfondie du phéno-

mène de prostitution infantile. Il consiste d'une part à découvrir les réseaux qui se cachent derrière cette activité. Il vise d'autre part à entrer en contact avec les enfants et à leur venir en aide par des entretiens psychologiques et des ateliers thérapeutiques.

Vous pouvez soutenir Salinlahi en versant votre contribution sur le compte 001-0451780-30 du Fonds de Soutien Tiers Monde avec la mention "Salinlahi". Les dons à partir de 1.000 F sont fiscalement déductibles.

Les troupes US ont introduit l'industrie du sexe

Les Philippines et la Thaïlande sont numéro 1 et 2 dans l'industrie du sexe. Ce n'est pas un hasard. L'explosion de l'industrie du sexe en Thaïlande a commencé lors de la guerre du Vietnam. Les troupes américaines étaient déployées dans sept bases en Thaïlande, où elles passaient leurs permissions. Le nombre des prostituées thaïlandaises est passé de 20.000 en 1957 à 400.000 en 1964. La Banque mondiale a stimulé cette évolution en favorisant le touris-

me. Un porte-parole du Sud-Vietnam, alors occupé par les Américains, le disait d'une manière plus directe : «Les Américains ont besoin de filles et nous de dollars. Alors pourquoi ne pas échanger ?» (1)

Jusqu'en 1991, les plus grandes bases d'outre-mer des États-Unis étaient situées aux Philippines : Subic Naval Base et Clark Air Base. Une énorme industrie du sexe fleurissait autour de ces bases avec des rues entières remplies de

bordels. Les plaintes contre les soldats restaient toujours sans suite. Les troupes de l'ONU, sensées amener la "paix" sont aussi un fléau pour les populations. Au début des années 90, les troupes de l'ONU au Mozambique et au Cambodge ont souvent été accusés d'exploitation sexuelle. (2)

1. Prostitution in Thailand and Southeast Asia, 1994. 2. Julia O'Connell Davidson, *The sex exploiter*, Stockholm, 27-31 août 1996.

L'Europe de l'Est : nouveau terrain de chasse

La prostitution infantile connaît un développement considérable en Europe de l'Est. Dans l'affaire An et Eefje, on cite régulièrement la Tchéquie et la Slovaquie. En Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, en Pologne, en Russie, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, les exportations de prostituées et de matériel pornographique impliquant des enfants connaissent une croissance importante. Ce commerce florissant et extrêmement lucratif a pour destination l'Europe occidentale et les États-Unis. (1)

Il est aisé d'imaginer le lien direct avec les ravages sociaux et économiques qui frappent de larges couches de la population suite à l'introduction d'un capitalisme sauvage et mafieux. Geert Cappelaere, du Centre

pour les droits de l'enfant de l'Université de Gand, confirme ce soupçon. «Le lien est manifeste, explique Geert Cappelaere. Bien que les études sur le sujet soient encore peu nombreuses, il suffit de se promener par exemple dans les rues de Sofia en Bulgarie pour se rendre compte que la situation économique et sociale catastrophique favorise la prostitution infantile. Je me suis rendu à plusieurs reprises en Europe de l'Est pour des missions des Nations Unies et j'ai constaté la même chose partout. L'Europe de l'Est a été obligée d'abandonner le socialisme et rien n'est fait pour les laissés-pour-compte.» (2)

1. Bulletin d'information de l'ECPAT, juin 1996. 2. Conférence de presse ECPAT-Belgique, 22 août 1996.

Le socialisme chinois a mis fin au tourisme sexuel

Dans la Chine pré-communiste, il existait déjà un tourisme du sexe avant la lettre : des trains-bordels spéciaux quittaient Shanghai pour un voyage érotique réservé aux Européens. (1) La révolution de 1949 a balayé ces trains du sexe en même temps que les dominateurs étrangers et la prostitution a été mise hors-la-loi. La constitution chinoise comporte plusieurs articles contre le commerce des femmes et la prostitution et interdit également toute discrimination à l'égard des femmes qui en ont été les victimes. (2) Mais l'introduction de l'entreprise privée dans certaines régions, depuis les années 80, a favorisé la réapparition de l'industrie du sexe. Selon le journal *People's Daily* (1994), 10.000 femmes et enfants seraient enlevés et vendus annuellement dans la seule province du Sichuan. «Les réformes écono-

miques basées sur l'économie de marché avec l'ouverture du marché et la mentalité de l'enrichissement rapide constituent une condition idéale pour ce commerce», explique le journal (3)

Le Vietnam et le Cambodge sont eux aussi confrontés à de graves problèmes de prostitution et de trafic d'enfants. L'Union vietnamienne des femmes évaluait le nombre des prostituées dans le pays à 60.000. La prostitution a été sérieusement réduite pendant dix ans durant les régimes communistes. La recrudescence actuelle est là aussi liée à la libéralisation récente de l'économie. (4)

1. Prostitution in Thailand and Southeast Asia. 2. Youngik Yoon, *International Sex Slavery*, *Touro International Law Review*, printemps 1995. 3. *The Nation*, 27 octobre 1995. 4. Documents du Congrès mondial de Stockholm, 27-31 août 1996.

100.000 enfants prostitués en Europe de l'Est

La restauration du capitalisme en Europe de l'Est se traduit par la misère, l'inégalité sociale grandissante, un stress élevé et un accroissement de l'usage de drogues. Tous ces facteurs favorisent la prostitution infantile. Le nombre d'enfants prostitués en Europe de l'Est est évalué à 100.000. (1) L'Estonie compte au moins 4.000 prostituées, dont un quart sont des mineures d'âge. Dans la capitale Tallin, on peut voir des filles de 10 à 11 ans faisant le trottoir dans les rues proches de la gare. En Lettonie et en Lituanie, 10.000 enfants

errent dans les rues au lieu de se trouver sur les bancs d'école. On les achète pour un rien. En Roumanie, les enfants de la rue vendent leur corps uniquement pour l'hébergement d'une nuit. En Russie, l'exploitation sexuelle des enfants est étroitement liée au crime organisé, où des bandes d'enfants s'occupent eux-mêmes du trafic et vendent même parfois leurs propres petits frères et soeurs.

1. Source de toutes les données : Documents du Congrès, Stockholm, 27-31 août 1996.

EDITORIAL

La gendarmerie doit rendre des comptes

Herwig Lerouge

Tout au long de la semaine, le major Boudin, porte-parole de la gendarmerie à Jumet, a occupé le petit écran. Chaque heure, il est venu annoncer à la presse mondiale qu'«on n'avait rien trouvé, qu'il pleuvait et que les chiens pisteurs étaient fatigués». En même temps, d'autres gendarmes jettent le discrédit sur la police judiciaire (PJ). Selon plusieurs sources, la gendarmerie est à l'origine des accusations contre l'inspecteur Zicot de la PJ.

L'activité fébrile de la gendarmerie vise à faire oublier qu'elle a mené une enquête parallèle, tenu à l'écart le juge d'instruction de Liège et qu'elle lui a confié que «la piste Dutroux ne mène à rien».

Depuis dix ans, la gendarmerie sort renforcée d'affaires où elle est gravement mise en cause. Elle a commis des erreurs graves lors du drame du Heysel. Certains de ses membres étaient impliqués dans les tueries du Brabant. Mais à chaque fois elle a su monnayer ses erreurs. En 10 ans, les socialistes Tobback et Vande Lanotte ont augmenté son budget de 75 %. Pas d'austérité pour la gendarmerie.

La gendarmerie se soustrait à tout contrôle. Elle a le monopole de la collecte d'informations. Elle mène des enquêtes sans autorisation. Elle ne transmet que les informations qu'elle veut transmettre. Le député CVP Van Parijs déclare que «les juges d'instruction n'osent pas dénoncer ces pratiques, car ils dépendent de la gendarmerie pour leurs informations». (1)

La gendarmerie a pratiquement éliminé la PJ de la lutte contre la criminalité. Cela s'est fait lors d'une réunion, dont des agents de la PJ disent que le commandement de la gendarmerie y a pris en otage leurs chefs.

Les zones interpolice, en théorie destinées à améliorer la coopération entre police communale et gendarmerie deviennent l'instrument de contrôle de la gendarmerie sur la police communale.

La gendarmerie a prouvé son inefficacité totale et sa nocivité dans la lutte contre la criminalité. Mais elle est un Etat dans l'Etat, intouchable. Plus personne ne la contrôle et elle contrôle tout le monde. Elle est présente dans tout le pays. Elle possède les équipements les plus sophistiqués. Elle s'entraîne pour la répression de tout mouvement social et révolutionnaire.

Van Parys parle d'elle comme «d'un danger pour l'Etat de droit». (1)

Les parents des victimes attendent que toute la lumière soit faite sur la responsabilité de la gendarmerie. Le gouvernement cherche des moyens pour financer les mesures pour améliorer la sécurité de la population. Qu'il aille les chercher dans le budget de la gendarmerie consacré à la surveillance et la répression des travailleurs. Il aura en même temps éliminé une menace grave pour les droits démocratiques dans ce pays.

Le SP protège la gendarmerie

Débat à la commission de la Justice de la Chambre

Pourquoi Dutroux n'a-t-il été démasqué que suite à ses propres aveux ? La gendarmerie liégeoise a-t-elle dissimulé à la juge d'instruction les documents transmis par la BSR de Charleroi ? Les perquisitions et surveillances de l'an passé ont-elles été cachées à la juge ? En commission de la Justice, les députés ont longuement interrogé le ministre...

Herwig Lerouge

«Il n'y a pas en Belgique des dizaines d'individus connus des autorités judiciaires qui ont commis des actes d'enlèvement d'enfants avec séquestration dans les dix dernières années. Le rapprochement entre Julie et Mélissa et Dutroux a été rapide. Pourquoi ne pas avoir complété la perquisition d'une enquête dans le voisinage qui aurait révélé l'étrange manège de Dutroux et ses travaux nocturnes. Pourquoi ne pas avoir contrôlé les voitures stationnées à Sars ?» (1) a demandé le PSC Viseur. Et le député Agalev Lozie a voulu savoir pourquoi la gendarmerie n'a pas «réagi plus promptement à (la) fluctuation inattendue de la fortune des individus (comme Dutroux)». Que vaut «la fameuse action dite pro-active ?» en matière de lutte contre la criminalité, a-t-il ajouté (1). L'action pro-active consiste en une surveillance généralisée de la population par la gendarmerie. Cette dernière a suivi jour et nuit de jeunes élèves du DIES de Liège, actifs dans le mouvement contre Onkelinx. Mais elle n'a pas remarqué que Dutroux, sans travail, pouvait s'acheter plusieurs maisons.

«Les services de police ne doivent pas être montrés du doigt à la légère»

Le député Landuyt (SP) était tout seul pour défendre la gendarmerie, dirigée et rendue toute puissante depuis 1987 par ses amis Tobback et Vande Lanotte. Il a détourné l'attention vers la Justice : «Les procureurs généraux sont maîtres de l'enquête. Les services de police ne doivent pas être montrés du doigt à la légère... La



«On ne peut pas systématiquement engager des moyens techniques hors du commun pour chaque perquisition.» C'est trop cher, prétend le ministre socialiste Vande Lanotte. Combien dépensez-vous pour matraquer des piquets de travailleurs ou des manifs d'étudiants, Monsieur le ministre ?

Justice ne s'intéresse nullement à la traite des enfants.» (1) C'est évidemment vrai. Mais dans une note adressée au Conseil des ministres en 1995, le SP Van de Lanotte attribuait à la gendarmerie la tâche de maîtriser «les formes plus organisées de criminalité (dont...) le trafic d'hommes» (2).

Le ministre De Clerck a, de son côté, justifié le manque de moyens engagés dans la recherche au cours des 14 mois d'enquête : «On ne peut pas systématiquement engager des moyens techniques hors du commun pour chaque perquisition...». Aujourd'hui, il a «autorisé immédiatement la location de matériel sophistiqué... du Royaume-Uni. Le coût de location de ce matériel est de... 40.000 F par jour» (1). 40.000 F par jour ! C'était trop cher pour rechercher des enfants menacés de mort. Le ministre Vande Lanotte pourrait-il nous expliquer combien coûte un jour de mobilisation de sa gendarmerie contre une manif d'étudiants ou une grève ouvrière ?

«Pour un bénéfice de 300 %, le capital ne recule devant aucun crime»

L'Ecolo Decroly a évoqué l'enjeu de société : «Il y a des clients, il y a un marché criminel et commercial de la pédophilie et de la pornographie infantile. Il ne faut pas réduire cela à la psychopathie d'un individu ou d'une bande. Si les valeurs

«vie» et «enfance» ne sont plus sacrées aux yeux des criminels les plus dangereux, elles ne le sont peut-être plus pour un Etat qui les laisse bafouer de plus en plus souvent : le corps des enfants dans la publicité, le renvoi de mineurs vers des régions en guerre, vers des pays où la famine sévit. Des sans-abri meurent dans la rue». (1)

Très juste, M. Decroly. Mais, comme tous les Ecolos, vous vous arrêtez au moment d'aller au fond des choses. Cette société où les enfants sont devenus des marchandises a un nom : le capitalisme. Dans «Le Capital», Karl Marx a montré comment profit et crime sont indissociables. Les auteurs d'un livre récent sur le rôle des organisations non gouvernementales citent Marx : «Le capital a horreur de l'absence de profit... Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le capital devient hardi. Assurez-lui 10 % et vous pouvez l'engager partout, à 20 % il devient enthousiaste ; à 50 % il est téméraire ; à 100 % il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300 % il ne recule devant aucun crime, même s'il risque la potence» (3).

Et les auteurs poursuivent : «La "Compagnie Royale Africaine" britannique payait un dividende de 300 % sur le commerce des esclaves entre 1680 et 1688. Mais aujourd'hui encore, le capital ne recule devant aucun crime dans les secteurs où des profits extraordinaires peuvent être réalisés. L'industrie militaire et le commerce des armes, où les marges bénéficiaires sont hallucinantes (...) vit et prospère

re grâce à la guerre (...). Chaque année, les dépenses militaires s'élèvent à 815 milliards de dollars, ce qui équivaut au revenu total de la moitié de la population mondiale» (3).

La drogue aussi est une des sources de profit les plus considérables du grand capital. Le secrétaire des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré qu'une partie importante de la bourgeoisie occidentale était liée au secteur économique le plus développé du monde occidental, celui du crime organisé. «Sur l'ensemble de la planète, le chiffre d'affaires du crime organisé s'élève à 750 milliards de dollars par an. Une partie considérable de cet argent est blanchi par les institutions financières. Le chiffre d'affaires du trafic de drogue est estimé, à lui seul, à 500 milliards de dollars par an.» (4) Ecolo est le parti des emplâtres pour jambes de bois. Decroly préfère parler «d'une vaste stratégie publique de prévention globale» plutôt que de s'attaquer aux causes du mal et de lutter pour le socialisme. Sinon, il serait au PTB, évidemment.

1. Chambre des représentants, compte rendu analytique de la réunion publique de commission, 22.8.96. 2. Note du 17.9.95, citée dans Ludo Martens, «La direction du PS au service du capitalisme sauvage», discours du 1er mai. Supplément Solidaire, 22.5.96. 3. M. Vandepitte, etc., «NGO's. Missionarissen van de nieuwe kolonisatie?», EPO, 1994., p.93 4. Cité dans Ludo Martens, discours du 1 mai 95.

Fouillez aussi à la gendarmerie

La gendarmerie a saboté l'enquête et fait porter le chapeau à la police judiciaire

La gendarmerie est gravement mise en cause dans l'affaire Dutroux. Elle a mené une enquête parallèle et tenu les enquêteurs de Liège à l'écart. Aujourd'hui, elle tente de s'en sortir en attaquant la police judiciaire.

Herwig Lerouge

La BSR de Charleroi est informée depuis 1993 que Dutroux construisait des cages dans sa cave pour y détenir des enfants en attente d'expédition à l'étranger. En juillet 95, quelques jours après la disparition de Julie et Mélissa, la BSR de Charleroi a transmis ces informations aux gendarmes de Grâce-Hollogne. En août 95, la gendarmerie de Charleroi a appris que Dutroux avait proposé à un individu cent à cent cinquante mille francs par enfant enlevé.

La gendarmerie chez Dutroux en août 95

Dès l'été 95, la gendarmerie a organisé l'opération Othello. Il s'agit d'une enquête sur la disparition de Julie et Mélissa, parallèle à celle de la juge d'instruction liégeoise M. Doutrewe, en charge du dossier. Des gendarmes ont notamment perquisitionné en août 95 au domicile de Dutroux. Le commandement nie cette perquisition. (1) Mais il joue sur les mots. *Vers l'Avenir* reprend ces mots en disant qu'il «s'agissait peut-être d'une simple visite domiciliaire consentie» (ce qui formellement n'est pas une perquisition). «Mais les informations en notre possession, continue le journal, nous portent à croire que Dutroux a bien reçu la visite d'enquêteurs en août 95, et que ces enquêteurs étaient des gendarmes.» (2) Evidemment, en perquisitionnant sans l'autorisation d'un juge d'instruction, la gendarmerie se serait mise dans l'illégalité. Et en demandant cette autorisation, elle aurait dévoilé l'opération Othello au parquet de Charleroi. Car la gendarmerie n'a pas rédigé de procès-verbal de son intention de mener l'opération Othello, ni de

ses découvertes. Mme Doutrewe affirme dans une lettre au ministre De Clerck : «Je ne vous cache pas ma stupéfaction, je n'ai été informée que verbalement d'une infime partie de ces informations, en l'occurrence de l'existence d'un suspect en matière de moeurs dénommé Marc Dutroux qui faisait l'objet d'une enquête par la gendarmerie de Charleroi.» (3)

Selon la gendarmerie, «la piste Dutroux ne mène à rien»

Voilà le commandement de la gendarmerie dans de sales draps. Par sa faute, la piste la plus importante a été négligée. Dans un premier temps, le commandement cafouille. Il publie un communiqué vague et trompeur : «Tant la magistrature de Charleroi que celle de Liège ont été régulièrement tenues au courant.» (4)

C'est faux, affirme le journal *Vers l'Avenir* : «Selon nos informations, la juge d'instruction liégeoise n'a jamais été mise au courant dans le détail du dossier Dutroux. L'été dernier, le "suspect moeurs Dutroux" faisait partie d'une longue liste de suspects pour lesquels un devoir d'enquête avait été demandé. Lors d'une des nombreuses réunions d'évaluation des enquêteurs, la juge liégeoise s'est informée quant au cas Dutroux. Elle s'est vu répondre que cette piste ne menait à rien. Par la suite, aucun procès-verbal, ni rapport interne de la gendarmerie ne lui parviendront concernant Dutroux.» (2) Cette information est tout à fait plausible et est confirmée par l'avis de recherche sur Dutroux diffusé le 24 août 95 à toutes les brigades par le Bureau Central de Recherches de la gendarmerie. Cet avis "non urgent" (!) parlait uniquement de



La population a témoigné sa solidarité (photo : l'enterrement de Julie et Mélissa) et réclame justice. Mais la gendarmerie, pourtant coupable d'avoir saboté l'enquête, tente maintenant d'exploiter l'affaire pour obtenir encore davantage de pouvoirs.

«faits commis sur des mineurs et de vols.» (5)

Le commandement de la gendarmerie affirme aussi avoir transmis un rapport écrit au procureur de Charleroi le 29 novembre 95. Admettons. Mais une faute éventuelle de celui-ci n'explique pas pourquoi les gendarmes de la cellule d'enquête de Liège, mis au courant de toutes les informations par leurs collègues de Charleroi, n'ont pas alerté la juge d'instruction ? Était-ce un ordre ? De qui ?

Un complot de la gendarmerie contre Zicot ?

Aujourd'hui, la gendarmerie contre-attaque. A Charleroi, on parle d'un complot. La victime en serait Georges Zicot, inspecteur de la PJ à Charleroi. Zicot a été arrêté il y a deux semaines dans le cadre d'un trafic de voitures auquel était mêlé Dutroux. Zicot aurait omis de dénoncer un de ses informateurs

(un certain Pinon) et aurait organisé une escroquerie à l'assurance. Selon ses défenseurs, le fait de protéger un informateur mêlé à un délit est une pratique courante. Mais Zicot est aussi soupçonné d'avoir protégé Dutroux. Certains font circuler le bruit qu'il aurait prévenu Dutroux des perquisitions visant à retrouver les enfants. Mais aussi bien ses avocats que des policiers de Charleroi parlent d'un complot monté par la gendarmerie. «Comment expliquer... que les médias distillent au jour le jour des informations souvent tronquées et toujours orientées ? Nous savons qu'elles ne proviennent pas de Neufchâteau... L'assimilation avec les enlèvements d'enfants est voulue.» (6)

Mais, selon les défenseurs, la gendarmerie aurait elle aussi au moins deux raisons pour accabler Zicot. De cette façon, elle détournerait l'attention de ses négligences criminelles vers la PJ. Et elle discréditerait la PJ dans son ensemble. Ce discrédit lui sert de

toute façon dans sa lutte contre la PJ pour se voir confier toutes les affaires de grande criminalité. Certains membres de la PJ de Charleroi y ajoutent une autre raison. «Nous savons beaucoup de choses sur Dutroux. Nous aurions pu aider les enquêteurs. Mais nous sommes mis en quarantaine par la gendarmerie depuis le début de l'enquête. Il serait peut-être temps de se demander pourquoi. Pourquoi nous interdit-on de visionner les cassettes vidéo saisies chez Dutroux et compagnie ? Parce qu'on pourrait bien reconnaître des gars de la gendarmerie. Et pas des sans-grade, mais des gros bonnets de l'État-major. Je vous dis qu'on en connaît avec certitude, qui seraient susceptibles d'être vus sur ces cassettes.» (7)

1. Le Soir, 20 août 1996. 2. *Vers l'Avenir*, 24 août 1996. 3. Compte Rendu analytique de la Chambre, 22 août 1996, p.15. 4. Le Soir, 20 août 1996. 5. La Dernière Heure, 24 août 1996. 6. *Vers l'Avenir*, 30 août 1996. 7. Le Journal de Charleroi, 28 août 1996.

Mesures timides après l'affaire Dutroux

Il faut recycler le budget répressif de la gendarmerie

Jeanne Leblanc

Le gouvernement a rendu publiques une série de mesures destinées à mieux protéger la société contre de nouveaux Dutroux. Des juges spécialisés décideront des libérations anticipées. Des institutions spéciales pour délinquants sexuels seront créés. Huit mille dossiers de prisonniers ayant bénéficié d'une libération anticipée seront examinés. Les services de guidance sociale et médicale seront renforcés ainsi que le contrôle de l'appareil judiciaire. Voilà des années qu'avocats progressistes et travailleurs sociaux

plaident en faveur d'un meilleur encadrement médical, social et psychologique des détenus. Mais l'argent faisait défaut. Maintenant aussi, il faut se contenter sur ce plan de promesses vagues. Ce sont les travailleurs qui devront encore cracher l'argent. Les sommes supplémentaires allouées à la Justice seront retirées du secteur social et des services publics. C'est inacceptable. Tous les budgets qui sont actuellement à la disposition de la gendarmerie et destinés au fichage de la population, aux interventions contre les mouvements sociaux, tous ces budgets doivent être utilisés pour financer ces mesures.

La semaine passée, nous écrivions déjà que la gendarmerie et le gouvernement n'hésiteraient pas à utiliser le drame pour faire passer des mesures visant d'autres objectifs. Au Congrès contre l'exploitation sexuelle des enfants à Stockholm, le ministre SP Derycke a plaidé pour une meilleure collaboration policière internationale. «La collaboration policière internationale se fait encore à la vitesse d'une diligence alors que la criminalité est extrêmement mobile,» a-t-il dit. (1) Le colonel de gendarmerie Allaert, qui était aussi présent au congrès, a immédiatement saisi l'occasion pour avancer

certaines exigences de la gendarmerie : «Pour pouvoir agir de manière effective, nous devons avoir droit à l'infiltration, à la provocation, aux écoutes téléphoniques. Le législateur doit nous laisser la liberté de mouvement nécessaire de sorte que nous puissions sortir de l'ère de la diligence.» (2)

C'est faux. Pour démasquer Dutroux, on n'avait pas besoin de toutes ces techniques policières spéciales. Il existe déjà une loi permettant les écoutes téléphoniques en cas de grande criminalité. Et la gendarmerie était au courant depuis 1993 des projets de

Dutroux. Mais le traitement inhumain des immigrés sur les aéroports de Gosselies et de Zaventem, l'opération Rebel de la gendarmerie qui a permis de fichier des dizaines de milliers de Turcs et le déploiement de forces contre l'enseignement francophone montrent de quoi s'occupe le commandement de la gendarmerie : la répression contre la population, les immigrés et les demandeurs d'asile. Une répression que les nouvelles techniques de police serviront à renforcer.

(1) *Gazet Van Antwerpen* 29.08.96. (2) *Gazet Van Antwerpen* 30.08.96.

Trois femmes solidaires de Julie et Mélissa, arrêtées à Schaerbeek

Accusations d'escroquerie et déshabillage scandaleux dans le commissariat

«A 60 ans, j'ai dû me déshabiller complètement au commissariat de Schaerbeek ! Parce que je suis solidaire des parents des enfants enlevés. Et le commissaire De Mol vient dire sur une TV locale de Bruxelles que c'est tout à fait normal, car j'étais soupçonnée d'escroquerie.» Joséphine De Prins était indignée lors de sa conférence de presse...

Annemie Cannaearts

Que faisais-tu donc pour que la police de Schaerbeek te traite comme une criminelle ?

Joséphine De Prins. J'habite Schaerbeek, j'y ai souvent été témoin de la brutalité de la police dans les quartiers populaires. Surtout contre les jeunes immigrés, même les enfants. Samedi 23 août, j'avais donné rendez-vous à deux amies, dont une âgée de plus de 60 ans elle aussi. Rue du Brabant à Schaerbeek, nous vendions des cartes de solidarité à envoyer aux parents des victimes. Nous vendions les cartes, mises à disposition par le PTB, 20 F pièce ou 100 F le paquet de sept cartes, pour toutes les familles concernées. L'argent était destiné à soutenir les familles de Julie et Mélissa, qui veulent entamer un procès contre l'Etat, pour non assistance à enfants en danger. Soudain, la police était là et nous avons été poussées sans ambages dans un combi.

A la TV bruxelloise locale, le commissaire De Mol vous a accusées d'escroquerie...

Joséphine De Prins. Quel mensonge ! Les policiers pouvaient lire dans Solidaire toutes les informations sur cette action de solidarité. Je leur ai dit qu'ils pouvaient téléphoner à Solidaire pour s'informer. Donc, à aucun moment, ils n'ont pu penser que nous étions des escrocs. Néanmoins, De Mol prétend qu'il était "normal" de nous déshabiller, en raison du soupçon d'escroquerie et parce que ses gens font leur travail "à fond". A fond ? Quel escroc

annonce à l'avance son petit commerce dans un journal ? Si les services de police s'étaient montrés aussi zélés pour retrouver ces enfants... D'abord, ils sabotent les recherches. Et maintenant, la solidarité !

Ce n'est pas la première fois que je collabore à des actions de solidarité du PTB, pour Rwanda, pour les réfugiés. Les résultats sont toujours publiés dans Solidaire, tout est parfaitement contrôlable. Pour moi, c'est donc très fiable.

Mais alors pourquoi deviez-vous vous déshabiller ?

Joséphine De Prins. C'est ce qu'on se demandait aussi. Ils répondaient : vous pourriez bien avoir des armes ! Dès le départ, ils avaient littéralement toutes les informations en main mais on devait se mettre complètement à poil ! Notre jeune amie a refusé mais deux policières l'ont déshabillée de force ! Maintenant, je sais quel effet ça fait, se retrouver toute nue devant la police et devoir subir leurs remarques humiliantes comme quoi nous étions des escrocs. Mais les vrais criminels, les grands fraudeurs de la Kredietbank, à ceux-là, ils ne touchent pas. Vous avez déjà entendu parler d'un banquier qu'ils mettent à poil parce qu'il a volé des milliards à la collectivité ? Les agents faisaient encore des remarques ironiques sur l'affaire Mimoun. Ce garçon qui a été frappé il y a cinq ans par un policier parce qu'il refusait de ramasser une boîte de coca et qui en est mort. Cet agent a été récemment acquitté. Pour moi, c'est clair : celui qui crache sur Mimoun, crache aussi sur Julie et



Joséphine De Prins : «A 60 ans, j'ai dû me déshabiller complètement au commissariat de Schaerbeek parce que je suis solidaire des parents de Julie et Mélissa.»

Mélissa.

Ils ne pouvaient pas non plus supporter qu'on ait sur nous du matériel du PTB. Tout le temps, ils disaient entre eux : «ceux du PTB ne nous aiment pas».

La RTBF a repris intégralement l'histoire de la police, y compris quatre pages de télétexte...

Joséphine De Prins. Le journal de la RTBF a seulement repris ces mensonges de la police schaarbeekoise : qu'on avait organisé une escroquerie avec des photos de ces enfants. Alors que ces cartes présentent des desseins artistiques de Käthe Kollwitz et Siceros ! La RTBF n'avait rien vérifié ni auprès

de nous, ni au PTB ! Notre avocat dit qu'elle a sûrement reçu cette information de quelqu'un qui a vu le procès-verbal et que c'est une violation du secret professionnel. C'est seulement au 2ème JT, tard le soir, qu'elle a rectifié. Certaines personnes qui ont seulement entendu la première information, se sentent trompés par le PTB. Vraiment un médiament !

La police a également confisqué votre argent. L'avez-vous déjà récupéré ?

Joséphine De Prins. Pas du tout ! Tout l'argent a été confisqué, y compris notre propre argent. Entre temps, le PTB a versé 67.100

F au compte du comité "Julie et Mélissa". Nous voulons absolument récupérer l'argent de la vente des cartes, car il n'est pas à nous mais aux parents. Nous déposons plainte contre la police. Nous exigeons de récupérer cet argent. Et nous continuons de toute façon la solidarité avec ces parents.

Goûter d'information 15/9, 15 h. Julie, Mélissa, Ann, Eefje... que font la Justice et la gendarmerie contre les vrais criminels ? Avec l'avocat Jan Fermon et des témoignages de familles. 28 rue de la ruche, 1030 Schaerbeek.

Ils sabotent d'abord l'enquête, puis la solidarité

La police empêche les actions de solidarité du PTB à Louvain et à Namur

«PTB censuré», titre le journal namurois *Vers l'Avenir*. Le journaliste était manifestement choqué par ce que nos camarades ont dû subir sur le marché à Jambes le jeudi 22 août. Les militants avaient à peine commencé à vendre Solidaire et des cartes de solidarité, que la police est intervenue brutalement. Nos deux militants ont été conduits au commissariat où on a saisi leur matériel. Le journaliste de *Vers l'Avenir* note encore amèrement que pendant qu'elle empêchait la solidarité des militants du PTB, la

police organisait au palais de justice une commémoration pour Julie et Mélissa. Nos camarades de Namur ont immédiatement diffusé un communiqué de presse, qui a également été publié par *La Meuse*, dénonçant l'attitude de la police. Ce même jour, le PTB a vendu des cartes de soutien aux ateliers de la SNCB à Salzinnes (Namur), où les camarades ont récolté 1.505 francs. Une semaine plus tard, l'un des vendeurs a reçu une convocation de la police qui l'accuse d'escroquerie. Après son refus de faire une

déclaration, les policiers l'ont laissé partir : «Ah c'est le PTB, ce sont des connards. Ils se sont fait prendre partout. Identifiez-les et laissez-les partir.»

Sur le marché de Heverlee, nos camarades ont vendu Solidaire avec le dossier sur les enlèvements. Les gens approuvaient notre dénonciation de la justice de classe : «Dans le cas du petit Athony, les parents concernés étaient de gros capitalistes, alors ils parviennent bien à trouver l'enfant ! Ici aussi

c'est sans doute une affaire de gros fric et de gros bonnets, car les simples travailleurs n'ont pas l'argent pour s'occuper de telles choses.» Nous avons vendu une trentaine de Solidaires, jusqu'à ce qu'un agent vienne nous dire que notre présence à cet endroit était "illégal". Il exigeait notre carte d'identité. "Vous n'avez aucune raison de l'exiger", avons nous répondu. Cinq minutes plus tard, un combi est arrivé avec six policiers qui voulaient nous emmener de force. Mais nos camarades

présents sur le marché se sont mis à crier : "Ce sont ces policiers qui auraient dû protéger Julie et Mélissa. Pour défendre les enfants des travailleurs, ils n'ont pas les moyens. Mais ils ont bien les moyens pour venir nous arrêter". Les gens sur le marché ont réagi avec colère : «On voit bien de quoi s'occupe la police.» «Quand quelques étudiants de gauche ouvrent la bouche, ils sont chassés brutalement», observait un commerçant. Devant ces réactions, les flics ont fini par se retirer.

Tous les enfants immigrés ont été inscrits

Succès de l'action à Gand contre la politique discriminatoire dans les écoles

De plus en plus souvent, des écoles refusent d'inscrire des enfants d'immigrés. C'est ce que déclarait École Sans Racisme lors d'une conférence de presse, la semaine passée à Gand. La prétendue politique de "non-discrimination", menée par les autorités flamandes, introduit partout des quotas. Les refus d'inscription d'enfants immigrés sont possibles, en toute légalité. École Sans Racisme a décidé d'agir.

Geert Verdonck

De nombreux parents turcs et marocains ont signalé ces dernières semaines, à la ligne d'alarme d'École Sans Racisme, que plusieurs écoles refusaient d'inscrire leurs enfants.

Les raisons invoquées étaient à chaque fois «qu'il existe une nouvelle loi qui permet aux écoles de refuser des enfants immigrés». Les enfants n'ont qu'à aller voir ailleurs, dans une école plus éloignée. Et là aussi, on les envoie promener. Certains doivent envoyer leurs enfants à des kilomètres de leur domicile, alors qu'il existe une école à proximité...

«Dès que nous entrons, on nous regarde de travers, racontent des parents. On appelle tout de suite le directeur. Pour les Belges, la secrétaire suffit pour prendre l'inscription, mais nous, nous devons d'abord passer chez le directeur qui nous dit, inmanquablement : je regrette je ne peux

vous inscrire. J'ai répondu : monsieur, nous sommes Belges, voici ma carte d'identité ! Nous avons quand même des droits ? Savez-vous ce que le directeur nous a répondu ? Cela ne compte pas. C'est l'extérieur qui compte, la couleur de votre peau !»

«Certaines écoles jouent au ping-pong avec les enfants immigrés !, témoigne un autre parent. Nous connaissons des parents turcs qui habitent tout près de l'école A mais qui sont refusés. Ils sont envoyés à l'école B (du même pouvoir organisateur) à 1 km de là. Là, on les refuse aussi et on les renvoie à l'école A. Finalement, aucune des deux écoles ne veut les inscrire.»

Le comité d'action oblige les écoles à inscrire les enfants

École Sans Racisme a fondé, avec Objectif 479.917, un comité d'action contre ces refus et contre



Certaines directions d'école utilisent la notion de quotas, qui figure dans la déclaration de "non-discrimination" des autorités flamandes, pour refuser d'inscrire des enfants. L'action d'École sans Racisme et d'Objectif a dénoncé ce racisme et permis l'inscription de tous les enfants à Gand.

l'actuelle déclaration de "non-discrimination". Une pétition (qui a déjà récolté des centaines de signatures), une affiche (40 F) et des tracts signalent l'existence de la ligne d'alarme...

Le comité a mené une action dans les écoles. A Sint-Amansberg (Gand), toutes les écoles de tous les réseaux refusaient les enfants

immigrés. Elles ont reçu la visite du comité : militants et parents d'enfants refusés ont exigé l'inscription des enfants. Totalement surprises, les directions ont été obligées de les inscrire, souvent après de vives discussions. Tous les enfants sont maintenant inscrits. Un succès. Dans toutes ces écoles, le comité a laissé du matériel d'École Sans

Racisme. Mais à Gand, on ne veut pas en rester là. Tous les enfants ont été inscrits dans l'école de leur choix certes; mais pas un iota n'a changé dans cette foutue déclaration de "non-discrimination". Des actions seront entreprises jusqu'à la révision profonde de la déclaration de "non-discrimination", dans un sens antiraciste.

Un délégué FGTB quitte le SP et adhère au PTB

«A présent, je peux travailler selon mes propres convictions»

Annie Smets

«Je souhaiterais recevoir le programme du PTB» m'a écrit Bert, il y a six mois. A trente-huit ans, ce délégué FGTB d'une petite entreprise de la Campine anversoise remettait en cause son appartenance au parti socialiste flamand. Je lui ai rendu visite et lui ai suggéré de devenir membre du PTB. Il a accepté.

Bert. Pendant huit ans, j'ai été membre du parti socialiste flamand (SP) et j'ai siégé durant cinq ans au sein de la direction locale. Avec beaucoup d'idéalisme, j'ai essayé de défendre les intérêts des travailleurs en tant que délégué syndical. Mais on m'a rapidement laissé entendre que je devais être un homme du SP et non du syndicat. On n'appréciait guère ma présence dans la direction. J'en avais ras-le-bol et j'ai cherché une alternative. Au PTB, je trouve la combativité, le choix conséquent pour le socialisme et une véritable démocratie de base, ce à quoi beaucoup d'ouvriers aspirent.

Le chômage, les conditions de travail, les salaires... ce sont mes premiers soucis et c'est la raison pour laquelle je suis devenu délégué syndical.

A peine élu, les mandataires socialistes de mon village sont venus me trouver en demandant si je ne voulais pas participer aux élections communales. Je trouvais cela une bonne idée, car dans le syndicat, nous avons appris à nous préoccuper du sort des travailleurs. Cela signifie qu'il faut essayer de résoudre les problèmes individuels : crédits, saisies sur salaire, logement, service militaire, emploi, etc. Pour cela, il faut des amis politiques. Un grand parti, me dis-je, pourra m'aider à résoudre beaucoup de problèmes. Mais j'ai compris bien vite que ces gens ne s'intéressent pas aux problèmes du peuple et ne cherchent pas véritablement de solutions. Leur premier souci est d'organiser des festivités, des concours, etc. Mon appartenance au SP compromettait ma crédibilité parmi les travailleurs. Aussi, lors des dernières élections, en mai 1995, alors que le SP se présentait à nouveau

comme «protecteur de la Sécurité sociale et de l'emploi», j'ai quitté ce parti. Le Plan global m'avait beaucoup appris. D'une part, je devais défendre le SP, mais cela signifiait défendre le plan du gouvernement. D'autre part, je devais combattre le Plan global en tant que syndicaliste honnête. Les gens me posaient des questions auxquelles je ne pouvais répondre. Cela me déchirait.

Et puis il y a eu l'affaire Agusta. C'en était trop. Je devais quitter le Parti socialiste et chercher une alternative. J'ai expliqué aux travailleurs de mon usine que j'avais quitté le SP. Toutes les ambiguïtés ont disparu. Leur confiance à mon égard s'est renforcée.

A présent, je peux travailler selon mes propres convictions : un ouvrier est un ouvrier, qu'il soit vert ou rouge, il a les mêmes intérêts et je les défends. Mes relations avec le délégué principal de la CSC se sont également améliorées. Les travailleurs souhaitent cette unité. Ce qui me rebute surtout chez les gens du SP, c'est leur soif de pouvoir. Ils se justifient en

affirmant qu'ils veulent être au sommet pour défendre les intérêts des travailleurs. Mais dans la réalité, ils font le contraire et reprennent des points du programme du Vlaams Blok. Cette politique met des syndicalistes honnêtes dans l'embarras : en tant qu'antiraciste, vous organisez des actions en faveur des immigrés, mais ceux-ci se méfient à cause du racisme omniprésent. Et lorsque vous vous adressez aux Belges, ceux-ci ont des préjugés. Ainsi, l'unité des travailleurs est brisée. Merci, Vande Lanotte.

Ma base réagit positivement

Dans mon usine et dans mon syndicat, les gens en ont vraiment marre qu'on leur dise «faites entendre votre voix» sans jamais les écouter. C'est ainsi qu'on nous a imposé le Plan global. Et le Plan d'avenir est encore pire. Nous pouvons dire ce que nous voulons, mais lorsque les travailleurs apprennent à la radio les mesures décidées, ils s'adressent à

leur délégué : «On ne nous a pas demandé notre avis», «Ces mesures sont inacceptables». Et ils demandent des solutions aux délégués. Mais ceux-ci sont prisonniers de structures peu démocratiques.

Lorsque je souhaite contacter une autre centrale par exemple — comme récemment à l'occasion des actions à la Sabena — je dois demander l'autorisation à mon secrétaire. Celui-ci refuse et je suis frustré de ne pas pouvoir y aller avec tous les ouvriers pour manifester notre solidarité. Les secrétaires doivent briser tous leurs liens avec le SP. Et ils doivent expliquer leur décision à la base. Celle-ci appréciera certainement. Avant je pensais au contraire qu'il fallait adhérer au SP à cause de la base. Mais les gens de la base ont compris depuis longtemps que le SP ne changera jamais rien. Le PTB m'offre des atouts certains : une bonne alternative et un parti qui vous écoute vraiment. En tant que syndicaliste, on y apprend à travailler à des solutions collectives plutôt qu'à pratiquer le clientélisme.



Réplique massive à la politique fasciste du gouvernement français

De nos envoyés spéciaux à Paris, Danny Claes et Lies Horrie

En lançant l'assaut contre l'église Saint-Bernard à Paris, le gouvernement français pensait paralyser le mouvement de soutien aux sans-papiers. Celui-ci a répliqué par une manifestation de masse qui a rassemblé 30.000 personnes le 28 août : réfugiés, immigrants, sections syndicales.

Le mouvement antiraciste en Europe a beaucoup à apprendre de ce large mouvement qui a bouleversé la France.

«Il n'existe qu'un seul monde, celui du travail»

Enorme manifestation de soutien aux sans-papiers à Paris

Nous étions 21 personnes à nous rendre à Paris, à l'appel de "Frontières Ouvertes". A notre arrivée sur la place de la République vers 18 heures, les rues avoisinantes sont déjà bondées. C'est clair : cette manifestation ne passera pas inaperçue. Grâce à leur détermination, leur attitude de principe et leur résistance déterminée, les sans-papiers ont réveillé et attiré à eux toutes les forces combattives de France.

Comités d'immigrés et groupes de sans-abri ont rejoint le mouvement. Ils viennent de tout le pays. Rien qu'à Paris, on compte déjà 17 comités de soutien aux sans-papiers. La manifestation démarre avec près de 10.000 personnes, mais quand elle s'engage dans le 18^{ème} arrondissement, les gens affluent de toutes parts. La masse des immigrés se joint aux manifestants.

Au milieu de la manifestation, je suis presque renversé par un cordon de... landaus d'enfants. C'est le comité des femmes des sans-papiers : des femmes de toutes nationalités avec leurs enfants. Leur slogan : «Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés !»

Nous sommes tous des travailleurs

De nombreuses sections syndicales sont présentes : CGT, CFDT, SUD... Madjiguène Cissé, porte-parole des sans-papiers, leur lance un appel explicite : «Nous sommes aussi des travailleurs — des travailleurs immigrés — et nous avons à partager les mêmes luttes que les travailleurs français. Le soubresaut de décembre des travailleurs français et immigrés, et la lutte des sans-papiers aujourd'hui entrent dans le même cadre de la résistance contre les mêmes patrons... Monsieur Debré (ministre de l'Intérieur), en multipliant les charters, n'a pas du tout l'intention de rapatrier les travailleurs immigrés : il veut nous intimider, nous terroriser, nous empêcher de nous



organiser, pour disposer d'une masse de main-d'oeuvre, une masse de travailleurs corvéables à merci. Tous ensemble nous nous battons contre cet objectif.»

Des sections syndicales combattives répondent à cet appel. Le Comité pour l'emploi de la CGT-Paris 17^{ème} écrit dans un tract : «Les sans-papiers de Saint-Bernard sont nos frères de classe et leur lutte est aussi la nôtre... La logique de leur lutte et sa radicalisation,

Une des raisons pour laquelle le gouvernement a voulu mettre fin à l'occupation de l'église Saint-Bernard est qu'il veut à nouveau imposer un plan d'austérité à la

population. Il veut éviter à tout prix que les ouvriers français et immigrés s'unissent. La division raciste des ouvriers en France, entretenue par le gouvernement et la lucidité avec laquelle ils se battent, sont pour nous un exemple et un enseignement... Il n'existe qu'un seul monde, c'est le monde du travail. Il n'y a qu'une seule lutte, c'est la lutte de classes, il n'y a qu'un seul ennemi, c'est le capital.» Le Front National, était en train de s'effriter. Un sondage d'opinion, réalisé au lendemain de l'attaque à Saint-Bernard, montre que 53 % des Français désapprouvent l'assaut et qu'une majorité éprouve de la sympathie pour

l'action des sans-papiers. (1)

«Nulle part Justice, partout police !»

La politique du gouvernement envers les immigrés constitue, tout comme dans les années 30, une voie vers le fascisme. Les brutalités des forces de répression, l'appel à l'armée, les camps de concentration... Tout cela rappelle le fascisme. Partout dans le pays surgissent des comités de solidarité : des jeunes se mobilisent contre les charters, et ne craignent pas l'affrontement avec les CRS et l'armée. Même pendant la manifestation, on entend scander le mot d'ordre : «Tous à Saint-Bernard !» Depuis l'assaut contre l'église le vendredi 23 août, le quartier de la Goutte d'Or est en état de siège. Des centaines de policiers occupent l'église et les rues aux alentours. Des patrouilles circulent en permanence pour intimider la population.

Quelques centaines de manifestants encerclent le cordon de police autour de l'église : «Nulle

part Justice, partout police !» La police réplique par des gaz lacrymogènes et charge les manifestants. «Nous sommes tous des clandestins» titre le journal du collectif "Des papiers pour tous". En effet, le gouvernement a approuvé avant l'été, une loi qui assimile l'aide aux réfugiés en séjour illégal à un soutien au "terrorisme".

Tous à Paris le 28 septembre !

La lutte des sans-papiers continue. Le gouvernement poursuit sa politique brutale des expulsions. Pendant la manifestation, deux charters ont décollé : l'un avec 88 personnes à bord, l'autre, 57. Un chef de famille a ainsi été déporté. Sa femme et son enfant sont restés en France. Et cela en dépit de la promesse du gouvernement de ne pas séparer les familles. Mais les sans-papiers préparent leur prochaine action : une marche internationale sur Paris le samedi 28 septembre.

(1) Le Monde, 27 août 1996.



Devant le théâtre de la Cartoucherie, rassemblement des sans papier après leur expulsion violente.



Les sans-papiers ont gagné un large soutien en refusant avec fermeté l'argument trompeur "L'Occident ne peut accueillir toute la misère du monde".

Les sans-papiers ont un secret !

Ils ont rejeté la logique de la fermeture des frontières

Un dernier café dans un restaurant le long de la route, en rentrant. En Belgique, nous ne pouvons que rêver d'un tel mouvement antiraciste... Comment sont-ils parvenus à construire un véritable mouvement populaire antiraciste ? Quel est leur secret ?

Les sans-papiers ont entamé leur action le 18 mars. C'est un jour historique pour la classe ouvrière française : le jour où les ouvriers français ont proclamé à Paris, il y a 125 ans, la Commune de Paris.

Est-ce un hasard si les sans-papiers sont arrivés, après des mois d'actions, à l'Église Saint-Bernard, la seule église épargnée par les Communards, parce qu'elle avait choisi leur camp ?

Peut-être, mais il y a en tout cas un point commun entre les Communards et les sans-papiers. Marx écrivait : Les prolétaires n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Aujourd'hui, les sans-papiers nous racontent la même vérité. Leur collectif de soutien écrivait le 15 août : «Les sans-papiers vivent et

travaillent en France, la plupart depuis de nombreuses années. Le pillage colonial, l'exploitation des ressources de l'Afrique et l'oppression politique les ont contraints à quitter leur pays. La précarité et l'humiliation quotidiennes leur sont devenues insupportables. Ils ont décidé de lutter au grand jour pour obtenir des papiers et vivre debout. Ils refusent la division, le cas par cas et les régularisations dérisoires lâchées ça et là. Ils demandent leur régularisation globale et l'abrogation des lois spéciales appliquées aux étrangers, qui les privent du droit au travail, à la santé, au logement et à l'éducation.»

Lorsque les sans-papiers ont démarré leur action, ils étaient désespérément seuls. Le mouvement antiraciste en France pliait l'échine sous la pression de la bourgeoisie en déclarant qu'il n'y avait guère d'autres solutions au problème des réfugiés que celle de les renvoyer "humainement". Et le mouvement antiraciste n'était plus qu'une sorte de service social qui tentait d'adoucir le sort de quel-

ques familles individuelles. Dès le départ, les sans-papiers ont rejeté cette capitulation. Et chaque fois que la bourgeoisie a tenté de les diviser, ils ont maintenu ces principes. Le gouvernement a proposé la régularisation pour 48 de leurs dirigeants : les sans-papiers ont refusé cette capitulation. Via son organisation "SOS Racisme", le Parti Socialiste a voulu lancer une pétition demandant au gouvernement "d'entamer les négociations sur le statut juridique des immigrés". SOS-Racisme a été poliment mis à la porte.

Les sans-papiers n'ont pas seulement refusé les pressions. Ils ont surtout refusé la logique de la bourgeoisie selon laquelle l'Occident "ne peut accueillir toute la misère du monde". Cette position de principe leur a permis de déjouer les manœuvres de leurs faux amis. Ils n'ont pas pour autant été isolés, au contraire. Après cinq mois d'après lutte, ils ont gagné la sympathie de toute la France progressiste.

«Ce calicot nous va droit au coeur !»

Le grand calicot de Frontières Ouvertes — "We are not dangerous, we are in danger" — attire l'attention du public et de la presse internationale à la manifestation. Il est applaudi et des gens viennent nous féliciter d'avoir effectué le déplacement. «Ce calicot me va droit au coeur, nous dit une femme. Les visages de ces enfants et ces barbelés reflètent très bien ce qui se passe ici. On enferme les gens, on ferme les frontières, on les laisse vivre dans l'angoisse avant de les renvoyer. Nous devons nous opposer partout à cela. Transmettez mes félicitations à l'artiste qui a réalisé ce formidable calicot.» 250 affiches de Frontières Ouvertes sont vendues parmi les manifestants.

«Bravo les Belges», entend-on. Mais notre groupe est bien international et comprend des représentants de Frontières Ouvertes, des jeunes de Rebelle, du MML, une délégation du centre d'accueil bruxellois San Dominiano, des sympathisants, mais aussi



des jeunes volontaires internationaux, dont une Finlandaise, une Italienne, une Allemande et une Espagnole. Un journaliste de BBC-News demande à Nadine Buisse de Frontières Ouvertes pourquoi nous sommes à Paris. «Il

s'agit de la même problématique dans toute l'Europe. La politique des expulsions n'a pas de frontières. Bien au contraire. Les États concluent des accords de coopération et un même charter déporte des réfugiés installés dans différents pays d'Europe. Notre combat doit se mener au niveau européen, pour la régularisation de tous les clandestins et l'ouverture des frontières. Pour défendre les droits des réfugiés et des immigrés.»

Avant la manifestation, nous sommes reçus par le comité "Droits Devant", qui rassemble neuf grandes organisations. Au théâtre de la Cartoucherie de Vincennes, où se sont réfugiés les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, nous rencontrons Aboubakar Diop, leur porte-parole. «Nous allons continuer !, nous assure-t-il. Le 18 septembre, nous allons au Conseil de l'Europe à Strasbourg et le 28, nous organisons une marche internationale sur Paris. Nous appelons ce jour-là à des actions dans tous les pays.»



Les syndicalistes d'Air France ont refusé de collaborer à la scandaleuse politique des charters.

«Les colonisateurs n'avaient pas de papiers»

Dans la manif, au milieu du bloc combatif d'un syndicat de l'enseignement, je suis accosté par une Africaine. «Monsieur, me dit-elle, quand ils sont venus dans notre pays pour nous emmener comme des esclaves, pour piller notre pays, ces gens n'avaient pas de papiers. Jamais ils ne nous ont montré de papiers disant qu'ils pouvaient nous piller. Et maintenant encore : ils possèdent les usines, ils contrôlent notre commerce. Où sont leurs papiers ?» C'est ainsi que les gens du tiers monde considèrent la politique de la France : piller, s'enrichir sur le dos du peuple.

Et écoutez ce que Rocard, chef de file du PS, vient nous raconter sur le rôle de la France dans le

monde : «La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part... La France prend sa part dans la misère du monde quand elle participe au développement d'un certain nombre de pays, notamment en Afrique.» (Le Monde, 24 août 1996) C'est ainsi que le socialiste Rocard se profile comme porte-parole de l'impérialisme français qui s'est engraisé sur le dos de l'Afrique. A noter : on a vu au Rwanda le sommet de l'oeuvre civilisatrice française en Afrique. Là, la France a armé et entraîné l'armée et les milices du régime en préparation d'un génocide qui a coûté la vie à un million de personnes.

Les socialistes félicités par... la droite

Tout comme en Belgique, les trotskistes ont tenté d'empêcher la prise de conscience des gens en orientant les regards sur "le gouvernement de droite". Dans le bloc du parti de Krivine, on scandait : «C'est pas les immigrés, c'est pas les sans-papiers, c'est Juppé/Debré qu'il faut virer». Mais les partis de droite n'ont pas le monopole de la politique de droite contre les immigrés. Voyez ce qui se passe en Belgique où le "socialiste" Vande Lanotte prend exactement les mêmes mesures que le libéral Debré.

En France, le PS est dans l'opposition et dénonce «la brutalité du gouvernement». Jean-Claude Barreau, conseiller

de Debré en matière d'immigration, leur répond clairement : «Je m'étonne de l'attitude du PS. Il faut tout de même rappeler qu'il y a un peu plus d'un an, Jospin (président du PS) a approuvé les lois Pasqua devant Chirac... Quant à Rocard, il se présente dans *Le Monde* comme un tenant de l'immigration régulière. Mais en 1989, j'étais alors président de l'Office des migrations internationales, quand j'ai dit qu'il y avait 100.000 entrées régulières par an, il m'a engueulé ! Il tenait alors un discours "immigration zéro". En matière d'immigration, ce sont les socialistes qui ont pris les premières mesures de rigueur et je les en félicite.»

Où sont les communistes ?

En France, le Parti communiste est grand... mais il y a si peu de communistes. Robert Hue, le président du PC, a rendu visite aux grévistes de la faim à la veille de l'assaut contre l'église Saint-Bernard. «Il faut agir, a-t-il dit en sortant. Je voudrais aujourd'hui qu'on se rassemble sur un texte commun, pour demander solennellement au président de la République que les négociations reprennent.» Alors que les troupes de choc du gouvernement étaient en train de préparer l'assaut de l'église, ce dirigeant "communiste" ne trouve rien de

mieux que d'adresser une nouvelle supplique au gouvernement. Mais où était donc le PC lorsque les masses ont combattu contre la police et la gendarmerie ? Les porte-parole des sans-papiers comme Aboubakar Diop ou Madjiguène Cissé sont des intellectuels qui ont choisi le parti du peuple. Ils s'engagent pour mener la lutte à bon terme. Ils ne luttent pas pour eux-mêmes mais pour les masses et à la tête des masses. Ils sont un exemple pour tous les communistes, qui doivent être des dirigeants des masses.

Plan global bis : quelle stratégie syndicale ?

Jo Cottenier, Georges Moreau

Revenus des travailleurs : bloqués. Ceux des rentiers et des sociétés en explosion. La classe ouvrière se trouve en face d'un choix. Comment arrêter le nouveau Plan global du gouvernement ? Deux comités (Appel des 600 et Comité 532) proposent deux stratégies différentes. Comparaison.

Eviter l'erreur de 93

La classe ouvrière affrontera bientôt la même épreuve qu'il y a trois ans. Lors de cette lutte, les soldats étaient courageux, mais les généraux n'osaient pas vaincre... Après six semaines de grèves et manifestations, la direction nationale des syndicats arrêta le mouvement, qui était loin de s'essouffler. Le problème crucial était l'absence d'une alternative radicale, portée par l'ensemble

du mouvement syndical. Trop de chefs syndicaux étaient sous l'emprise du discours des partis gouvernementaux : la compétitivité bridée, les incontournables normes de Maastricht, le coût salarial insupportable, les nécessaires sacrifices pour créer des emplois.

Entre-temps, on peut mesurer les conséquences de cette austérité "à la sauce

socialiste". Comme elle s'est vraiment déchaînée depuis le plan budgétaire de 1992, nous avons pris 1991 comme chiffre de référence pour les calculs ci-dessous. Les chiffres le prouvent : pour les riches et les patrons, les socialistes sont aussi bon partenaire du CVP-PSC que les libéraux. Quant à l'emploi, il ne cesse de se désagréger. C'est aujourd'hui que la

gauche syndicale se fixe des objectifs face au nouveau Plan global qui se prépare. Il ne suffit plus de se battre *contre*, cette fois-ci il faut se battre *pour* quelque chose. Ce débat de stratégie syndicale mobilise tous les syndicalistes qui ne veulent pas de répétition de 93. Preuve : les très nombreuses signatures qui figurent déjà sous les initiatives comme le Comité 532 ou l'Appel des 600.



Pour sauver les jeunes - et les autres - des catastrophes que le gouvernement

Appel des 600 et Comité 532 : deux logiques différentes

Dans notre journal du 3 juillet dernier, nous avons signalé la fondation du Comité 532. Issu du mouvement des enseignants francophones, le Comité se pose comme objectif de rallier le maximum de syndicalistes et progressistes, au nord comme au sud, à un programme de lutte radicale. Pour ce faire, il a groupé les revendications les plus conséquentes, avancées par les parties les plus combattives des deux syndicats. Le chiffre 532 symbolise premièrement, un paquet de 500 milliards à obtenir par des revendications fiscales, telles qu'avancées par la CGSP-enseignement au cours de la lutte contre le plan Onkelinx, et deuxièmement, les 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

C'est presque en même temps que fut rendu public "l'Appel des 600", qui met en avant la revendication d'un impôt sur la fortune. Les deux plates-formes circulent dans les syndicats et certains regrettent déjà la confusion causée par ces initiatives parallèles.

Dès le début, le PTB a marqué son soutien au Comité 532, sans pour autant contrecarrer de quelque façon que ce soit l'Appel des 600. Il ne sert à rien d'escamoter que deux visions différentes sous-tendent ces deux plates-formes. "532" part du point de vue que, vis-à-vis de la politique gouvernementale, il faut une réponse globale, en mesure de susciter une mobilisation aussi générale que possible que la diversité

des attaques. La plate-forme refuse tout sacrifice de la part des travailleurs (symbolisé par le slogan "les égoïstes, c'est pas nous") et propage la nécessité d'une confrontation radicale avec le système en place. Le PTB, logique avec le programme de revendications qu'il propage depuis bientôt dix ans, soutient cette vision. Pourtant, il aurait préféré qu'on écrive explicitement que la revendication des 32 heures "sans perte de salaire" implique aussi "sans perte de salaire indirect" et sans nouvelle flexibilité. La deuxième plate-forme ("600") met en avant l'impôt sur la fortune comme le propose notamment le professeur Frank, et vise ainsi à diminuer la charge d'intérêt de 150 milliards par an. Il s'ensuivrait une marge pour

une politique plus sociale. Cette approche part du point de vue qu'il vaut mieux se concentrer sur une seule revendication pour avoir une chance qu'elle arrive jusqu'au niveau des partis au pouvoir.

Se centrer sur une seule revendication ?

L'initiative pour l'Appel des 600 a été prise par le POS, qui l'argumente ainsi : "Il faut prendre des initiatives rassemblant le plus de forces possible autour d'une de ces revendications pour peser effectivement sur les rapports de force politiques. C'est indispensable pour arriver à des succès réels. Les sectaires feront la grimace, mais obtenir des succès - même modestes - est déterminant pour convaincre les travailleurs qu'il est possible de suivre une autre politique" (1).

Les sectaires dont question dans cette citation sont bien sûr les militants du PTB. Est-il sectaire de dire que ce sont avant tout les rapports de force et la détermination des masses qui indiqueront jusqu'où la bourgeoisie doit reculer ? Selon le PTB, plus une lutte est révolutionnaire dans son contenu et sa forme, plus la bourgeoisie devra céder pour "éviter le pire". Dire par contre qu'il est indispensable de limiter les revendications pour obtenir des succès cache en fait un autre raisonnement. A savoir que l'on ne peut

arracher des succès à la bourgeoisie sans s'appuyer sur une (grande) partie de la social-démocratie. C'est pourquoi l'Appel des 600 insiste beaucoup sur la nécessité de "peser sur les échéances politiques". Cela pose la question fondamentale de savoir à qui on s'adresse. Il y a là une différence fondamentale entre les deux initiatives. Notre conclusion : le Comité 532 est conçu pour faire pénétrer ses revendications comme enjeu de la lutte des masses, tandis que l'Appel des 600 draine les espoirs vers une reprise de sa revendication par les partis socialistes.

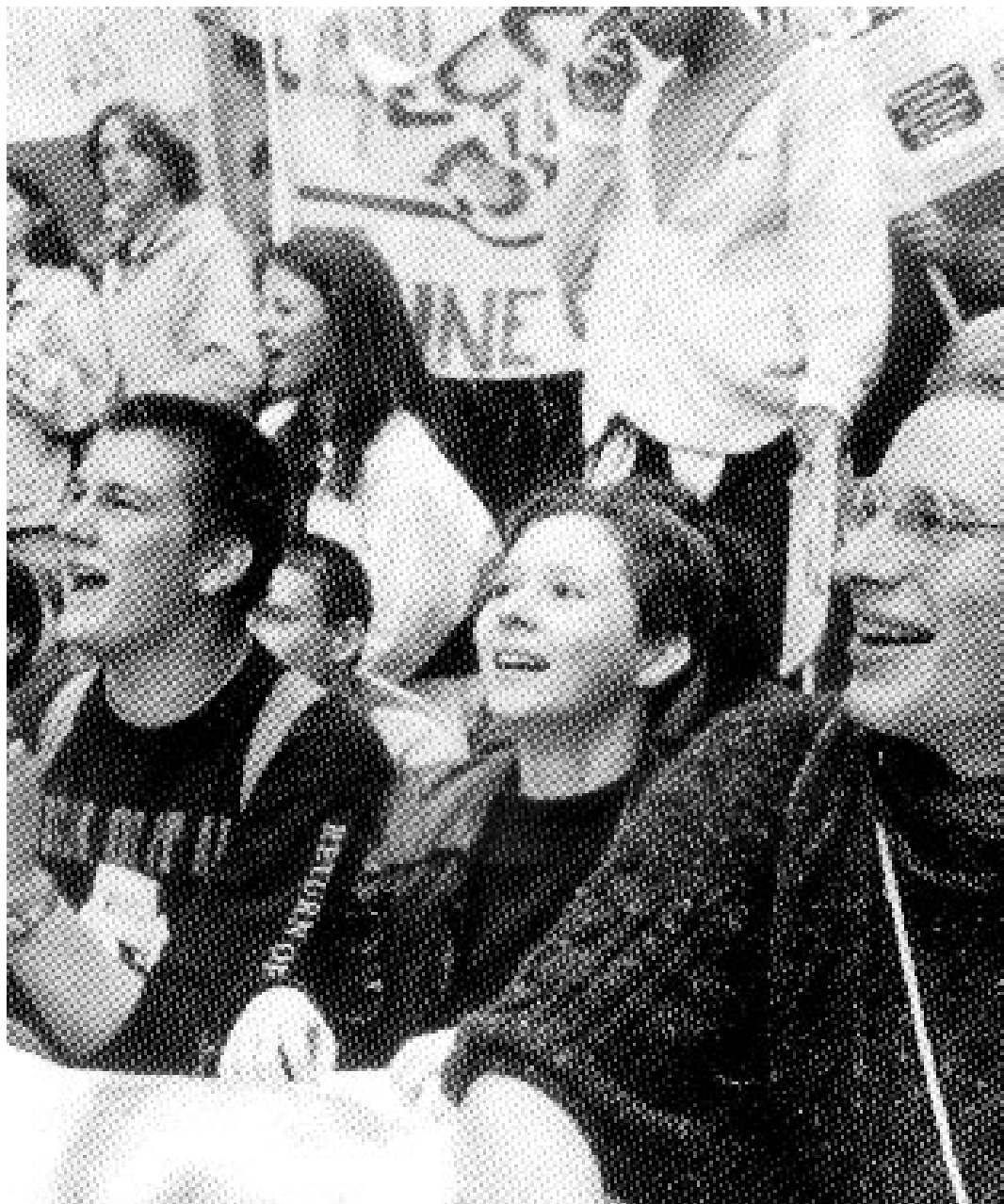
L'impôt sur la fortune est à la mode

Il est clair que l'impôt sur la fortune est la revendication la plus évidente, la plus populaire et la plus "simple" pour "faire payer les riches". La répartition injuste des fortunes crève les yeux : les 44.000 familles les plus riches (1 % des familles) amassent à elles seules 25 % des richesses, produites par le travail de 85 % de la population. Revendiquer un impôt radical sur les fortunes est dès lors élémentaire dans tout programme anticapitaliste conséquent. Il y a dix ans que le PTB défend cette revendication sous forme d'un impôt annuel de 2 % sur les fortunes supérieures à 20 millions, ce qui devrait rapporter 100 milliards par

an. Mais il est tout aussi évident que cette revendication, prise isolément, détourne facilement l'attention des détenteurs de capitaux, des patrons, des bénéficiaires. S'il y a UNE revendication qui doit être aujourd'hui au centre des luttes, c'est bien celle des 32 heures aux frais des patrons et avec embauche. Il est vrai que là, on affronte la compétitivité et la chasse au profit des capitalistes. Ce qui est plus dur car là, on touche au centre nerveux du système. Mais si on cherche des solutions sans toucher à l'essentiel, on reste prisonnier de la logique de la compétitivité et on restera sans réponse aux attaques les plus importantes qui se préparent.

Il n'est pas rare de voir des partisans farouches de la compétitivité des entreprises prêcher un impôt sur la fortune. Dans la bouche d'un Louis Tobback par exemple, on sait que la démagogie contre les parasites financiers sert surtout à justifier sa politique de soutien aux capitalistes "entrepreneurs". Busquin se permet volontiers quelques tirades contre le secret bancaire ou la fraude fiscale, mais ne s'attaquera jamais aux "capitalistes dynamiques". Au contraire, il est tout-à-fait d'accord de diminuer les cotisations patronales. Se lancer sur la piste de l'impôt sur la fortune, comme mesure unique et seule salutaire, c'est miser consciemment sur un courant qui existe aussi dans les





gouvernement leur prépare, il faudra une alternative. Pas des bouts de ficelle.

syndicats, qui approuve les cadeaux aux patrons, tout en tenant un langage ferme contre les fortunés.

Quand, l'année passée, un regain d'intérêt s'est manifesté pour l'impôt sur la fortune, jusque dans les rangs des partis au pouvoir, il y avait donc lieu d'être vigilant. D'une part, c'est un signe que la bourgeoisie panique. Mais d'autre part, pour les responsables les plus raffinés de la social-démocratie, faire miroiter une quelconque formule (émasculée) d'impôt sur la fortune, est la façon la plus facile de sauvegarder la confiance dans un parti foncièrement bourgeois. Quand Philippe Moureaux, ailier gauche du Parti socialiste, déclare qu'il en est un des plus chauds partisans (2), il y a tout lieu de croire à une manœuvre de récupération. C'était le moment d'affirmer haut et clair un programme complet qui s'en prend aussi bien aux riches et aux fortunés, qu'aux patrons et banquiers.

S'appuyer sur l'avant-garde ou la faire reculer ?

Ce choix détermine aussi l'approche du monde syndical. Les initiateurs du Comité 532 se sont appuyés sur une lutte d'envergure en cours (les enseignants) pour propager les revendications les plus avancées présentes dans cette lutte vers l'ensemble des syndicats. Ainsi, le programme des 500 mil-

liards reprend littéralement les revendications de la CGSP-Enseignement.

Par contre, dans la conception d'unité du POS, il faut que l'avant-garde recule au niveau d'une plate-forme qui puisse "rassembler la plus grande unité". Au lieu de rallier le groupe du milieu aux positions des forces les plus avancées, on fait reculer l'avant-garde au niveau d'une plate-forme à laquelle tout responsable syndical, du plus à gauche au plus à droite, peut souscrire. L'impôt sur la fortune fait déjà partie du programme officiel de la CSC et de la FGTB. Mais au moment où le mouvement des enseignants fait franchir une étape importante dans la prise de conscience, le POS essaie de convaincre l'avant-garde de limiter ses ambitions.

Une porte de sortie pour le PS

Le souci de "peser sur les échéances politiques" détermine le contenu que les initiateurs ont donné à l'Appel des 600. Mais si on s'adresse en premier lieu à un parti garant de l'ordre bourgeois, il faut être prêt à modérer ses espoirs. C'est ce que le congrès PS de Sambreville a mis en évidence. Où cela mène-t-il de vouloir "peser sur le PS"? Il n'est pas exclu que le gouvernement essaie de présenter l'une ou l'autre mesure contre les fortunes comme un début de réalisation d'un impôt sur la fortune.

Ne serait-ce que pour excuser les attaques, prétextant que «tout le monde est touché».

Si le POS suit la logique que maintenant, il s'agit surtout de conquérir le moindre succès - même modeste - il sera obligé de présenter toute mesure comme un premier succès de l'Appel des 600. Mais comme la marge de manœuvre du PS-SP est assez restreinte, le risque est grand qu'il faille se contenter de miettes. "Imposer ne fût-ce qu'un cadastre des fortunes ou la levée du secret bancaire serait, par les temps qui courent, un acquis et une source d'espoir" écrit déjà Alain Tondeur du POS. On sait qu'un cadastre des fortunes à terme fut la seule perspective jugée "réaliste" par le congrès de Sambreville du PS. Maintenant que Busquin vient de se prononcer pour la levée du secret bancaire, il est presque certain que le PS prépare une manœuvre de récupération.

On y découvre le rôle classique du POS : ramener les brebis égarées vers le PS et dresser un rempart contre des positions vraiment révolutionnaires. Dans le contexte que nous vivons, une forte poussée à gauche est possible. Ce n'est pas la première fois que le POS se charge d'empêcher qu'une conscience vraiment anticapitaliste et révolutionnaire se développe.

(1) Editorial La Gauche, 12.7.96. (2) Le Soir, 31.7.95.

Evolution des revenus nets entre 1991 et 1995

	1991 (milliards)	1995 (milliards)	Evolution en %	Croissance réelle
Revenus du travail	2.449	2.681	+9 %	+0 %
Revenus de la fortune	1.262	1.531	+21 %	+11 %
Revenus des entreprises	700	878	+25 %	+15 %
Produit National Brut (PNB)	6.699	7.964	+19 %	+9 %
Indice des prix (index)			+9 %	-

Les revenus font le grand écart

Travailleurs : + 0 %. Rentiers : + 11 %.
Entreprises : + 15 %

Georges Moreau

En quatre ans, de 1991 à 1995, la politique du gouvernement socialiste/social-chrétien a poursuivi sur la route tracée depuis quinze années de crise, creusant de plus en plus l'écart entre les revenus des travailleurs et ceux des riches.

Au moment où le gouvernement Dehaene s'apprête à ponctionner une nouvelle fois les salariés et les allocataires sociaux, nous sommes interrogés sur ce que la politique du PS-SP et du PSC-CVP avait déjà coûté aux travailleurs d'une part, aux riches et aux entreprises d'autre part. Les résultats de nos calculs figurent dans le tableau ci-contre (voir le détail des calculs dans l'encadré).

Les premières lignes du tableau comparent l'évolution de trois catégories de revenus entre 1991 et 1995 : les revenus du travail, les revenus de la fortune des particuliers et le revenu des entreprises. Les revenus du travail comprennent les salaires nets et l'ensemble des allocations sociales. Les

revenus de la fortune sont constitués essentiellement d'intérêts, de dividendes et de loyers. Le revenu des entreprises correspond, à peu de choses près, au bénéfice net. Il s'agit dans tous les cas de revenus nets (après impôts).

L'injustice est flagrante. Alors que les revenus des rentiers et des entreprises ont grimpé respectivement de 21 % et de 25 %, ceux des travailleurs n'ont augmenté que de 9 %. Or, comme le montre la toute dernière ligne du tableau, l'indice des prix à la consommation a, lui aussi, grimpé de 9 % durant cette période. En d'autres mots, la croissance du revenu du travail compense tout juste l'inflation. Si on parle en termes de croissance réelle, donc en tenant compte de l'inflation (dernière colonne à droite du tableau), les revenus du travail sont restés *statu quo*, alors que les revenus de la fortune ont augmenté de 11 % et ceux des entreprises de 15 %.

L'avant-dernière ligne four-

re l'ensemble des richesses produites chaque année par la Belgique). On constate ainsi que les revenus du travail ont perdu neuf points par rapport à l'évolution de la richesse nationale, alors que les revenus des fortunes et des entreprises ont encore gagné deux points et six points respectivement.

Tel est donc le résultat de la politique du gouvernement Dehaene au cours des dernières années : Plan global, non indexation des barèmes fiscaux, blocage des dépenses publiques et restrictions dans la Sécurité sociale...

Les socialistes nous avaient promis le retour du cœur. Force est de constater qu'ils ont une bien étrange conception de la justice sociale ! En quatre ans de "conjuncture économique difficile" et de jérémiades incessantes sur la "compétitivité menacée", les entreprises et ceux qui les contrôlent n'ont eu de cesse de s'enrichir. Mais les travailleurs qui produisent toutes ces richesses n'ont même pas eu droit à quelques miettes de la croissance !

Quelques précisions sur nos calculs

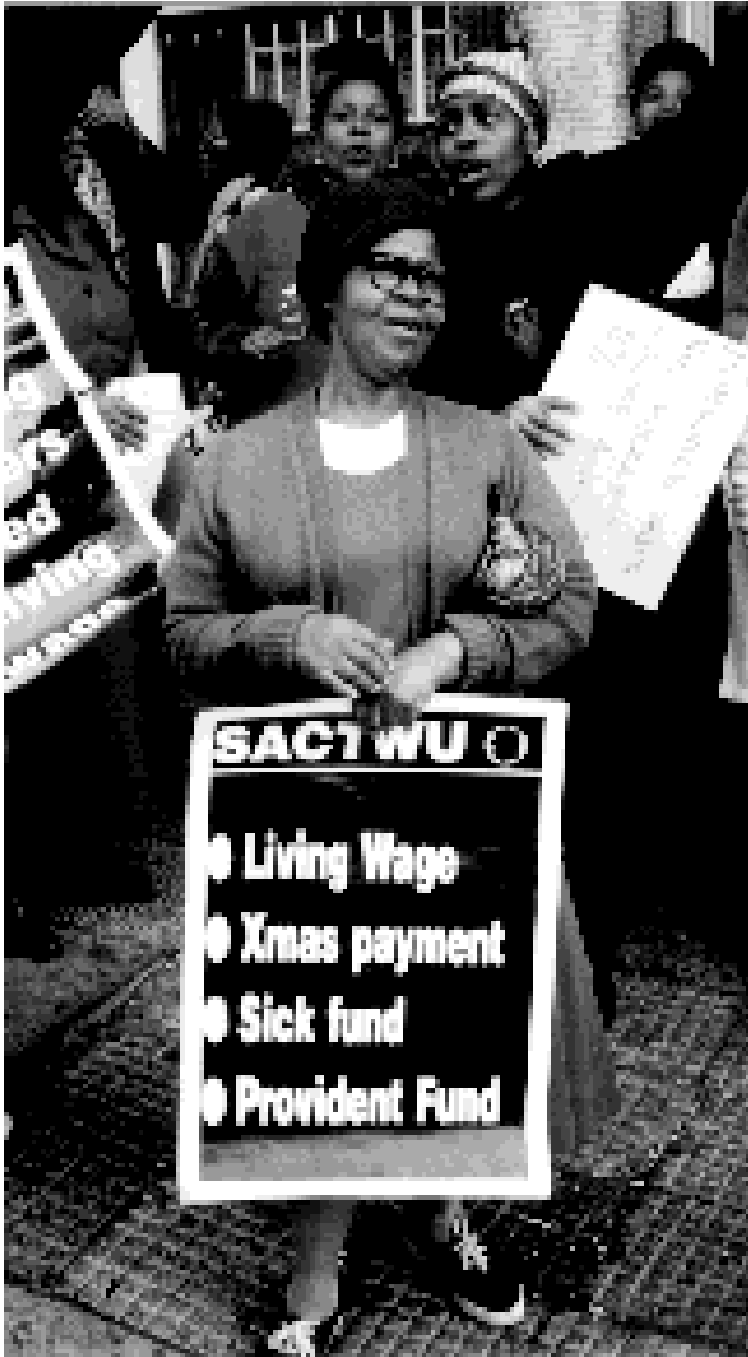
Voici, pour les lecteurs intéressés, quelques explications concernant l'origine de nos chiffres. Pour les revenus du travail, nous sommes partis des montants 1991 et 1995 des salaires bruts tels que fournis par la Banque nationale (1). Il s'agit de l'ensemble de la masse salariale, comprenant le salaire direct et le salaire indirect (cotisations sociales "patronales" et "travailleur").

Le montant global des impôts directs et indirects est également don-

né par la Banque nationale. Les impôts payés par les salariés et les allocataires sociaux ont été estimés à 85 % du montant global, sur la base des statistiques fiscales qui nous apprennent que 85 % des revenus sont d'origine salariée (2). Ce montant a ensuite été déduit des salaires. Mais une partie de ces impôts reviennent aux travailleurs sous forme d'interventions de l'État dans la Sécurité sociale. Afin d'en tenir compte, nous avons ajouté aux revenus du travail la différence entre le montant global des allocations so-

ciales et celui des cotisations sociales (1). Les revenus bruts de la fortune sont donnés par la Banque nationale (1). Nous en avons déduit le montant du précompte mobilier, qui provient du ministère des Finances (3). Le revenu disponible des entreprises est fourni tel quel par la Banque nationale (1).

1. Rapport 1995 de la Banque nationale de Belgique. 2. INS, Statistique fiscale des revenus, 1995. 3. Bulletin de documentation du ministère des Finances, Annexe statistique 1994.



Tandy : «Jamais encore je n'ai participé à une telle grève...»



La grève est une fête, surtout si l'on occupe la cantine.

Brenda : «Je suis enrouée à force de chanter, mais nous pouvons encore tenir longtemps.»



Devant l'usine, elle chantent et scandent en coeur la chanson de la grève qu'elle vient d'apprendre.

Avec l'Afrique du Sud en lutte

Stan Van Hulle à Johannesburg

Avez-vous lu dans la presse belge que 80.000 femmes travaillant dans les ateliers textiles ont fait grève des jours durant en Afrique du Sud ?

Avez-vous lu que, le 9 août, 25.000 femmes ont manifesté à Pretoria sous la direction de Winnie Madikizela-Mandela, la présidente de la ligue des femmes du Congrès National Africain (ANC) ? Non. Nous y étions en tant que délégation du PTB. Nous avons rencontré des femmes, sur les barricades, luttant contre l'injustice et l'exploitation.

La grève, c'est aussi une fête !

Avec les femmes en grève de Johannesburg

Si vous pensez que la situation est calme en Afrique du Sud maintenant que l'apartheid a été officiellement aboli, vous vous trompez. Dans la nuit du 22 au 23 juillet, 2.000 mineurs dorment dans la nuit glaciale, devant le bâtiment de l'Union, la résidence présidentielle de Nelson Mandela à Pretoria. Il s'agit d'une délégation des 28.000 mineurs en grève. Tous ont été licenciés. Les patrons des mines ont répondu à leur lutte par un lock-out général. Les mineurs exigent leur réengagement. En Belgique, on n'en a pas entendu parler. Pas plus d'ailleurs que de la grève des travailleurs sud-africains du textile.

Danser, chanter, manifester !

Mardi 23 juillet, 54.301 ouvriers du textile, des femmes en majorité, votent en faveur de la grève générale. Le jeudi, la grève commence. Une seule revendication : 10 % d'augmentation des salaires. Les 90.000 ouvriers du textile, affiliés au syndicat des ouvriers de l'habillement et du textile, (South African Clothing and Textile Workers Union, SACTWU), sont unis derrière cette revendication. La grève est générale. Des meetings se tiennent au

Cap, au sud du pays, à Durban au bord de l'Océan Indien, à Johannesburg, la capitale. Faire grève est une fête : c'est danser, chanter, manifester, se réunir, faire des piquets. D'usine en usine, nous suivons Brenda, Theo, Ntombe, Tandy et de nombreuses femmes à travers les rues de Johannesburg. Tous travaillent dans l'industrie du vêtement, dans des ateliers de couture qui occupent entre 35 et 100 femmes, ou dans des entreprises de 350 à 500 ouvriers et ouvrières. La plupart des femmes sont des mères seules, avec beaucoup d'enfants.

Unanimes derrière la revendication des 10 %

Ntombe : «Je suis une simple ouvrière. Je gagne 187 rands par semaine (1.310 F). J'habite à Soweto, le township (banlieue pauvre) à 25 km de Johannesburg. Chaque jour, ce trajet me coûte 6 rands (42 F). Cinq kilos de pommes de terre coûte 5,99 rands (41 F), cinq tomates 2 rands (14 F) et un pain 3 rands (21 F). Je travaille chaque jour de 7h30 du matin à 16h. C'est le cinquième jour que je suis au piquet et nous aussi, nous avons décidé de continuer la lutte pour une augmentation de 10 %, rien de moins.»

Tandy : «Bientôt, je serai pensionnée, après 34 ans de travail. A mon départ, je recevrai 12.000 rands (84.000 F). Avec ça, je dois vivre le reste de mes jours. Jamais encore je n'ai participé à une telle grève. Nous n'avons jamais pu le faire pendant l'apartheid. Maintenant, nous ferons grève jusqu'à ce que nous obtenions les 10 %.»

Brenda : «Pendant la grève, je suis devenue déléguée. Les gens veulent que je dirige la grève. Je suis ouvrière à la machine et de ce fait je touche un salaire plus élevé. Je gagne 270 rands par semaine (1.890 F). Mais les salaires varient de région en région. Dans la province de Northern Cape, les femmes aux machines ne gagnent que 205 rands (1.435 F) pour le

même travail que moi. Nous sommes en grève depuis cinq jours déjà, sans aucune allocation. Nous perdons, tous ensemble, environ 5 millions de rands par jour. Mais nous continuons. C'est la première grève générale. Jamais encore nous n'avons connu un tel mouvement. Je suis enrouée à force de chanter ! Nous tiendrons encore des jours et des jours. Nous voulons les 10 %.» Elle entonne à nouveau un chant et mène la danse : «Voulons-nous 8 % ? Non ! (battements de pieds) Voulons-nous 9 % ? Non ! (battements de pieds) Voulons-nous 10 % ? Oui ! (applaudissements)»

Vous voulez nous mettre dehors ? Nous y sommes déjà !

Les patrons du textile, tous des capitalistes blancs, sont furieux. Chaque jour, ils viennent aux nouvelles : «Cela ne peut plus durer. Notre position concurrentielle est en danger... Nous perdons 15 millions de rands par jour. Nos entreprises vont fermer si la grève dure. Le marché est envahi de vêtements provenant de l'étranger.» Et ils menacent de lock-out, comme l'ont fait les patrons des mines. Sans résultat.

Suzanne : «Le lock-out ne nous fait pas peur. Les patrons ne peuvent plus nous mettre dehors, nous y sommes déjà. Nous devons durcir notre grève. Mercredi, nous allons en ville, dans les centres commerciaux. Nous paralyserons les magasins et arrêterons la vente de vêtements dont ceux importés clandestinement pendant que nous sommes en grève. Nous devons organiser un sleep-in devant les magasins de Johannesburg. Ainsi, la pression sera encore plus forte sur les patrons pendant les négociations.»

Vive la délégation belge ! Vive le Parti communiste !

Theo, la présidente du syndicat du

suite en page 13

25.000 femmes refont une marche légendaire

40 ans après la manifestation de Pretoria contre l'extension de la loi des laissez-passer

Dans les locaux de la Ligue des femmes de l'ANC (Congrès National Africain) à Johannesburg règne une activité fébrile. Partout des affiches, des téléphones qui sonnent, on court de gauche à droite et on consomme beaucoup de café et de thé. Lorsque nous arrivons à 10 heures, deux femmes sont dans la salle de réception. Enveloppées dans une couverture, elles tremblent encore de froid. C'est l'hiver en Afrique du Sud. Il n'a plus fait aussi froid depuis trente ans et il n'y a pas de chauffage dans les maisons.

«D'où venez-vous ?» demandons-nous. «De Kimberley, dans le nord de la province du Cap. Nous avons voyagé toute la nuit en train. Nous venons chercher des affiches pour la journée nationale des femmes. Nous voulons les coller chez nous, dans les townships. A midi, nous reprenons le train. Nous serons rentrées ce soir, à 10 heures. Et nous pourrions nous mettre à l'ouvrage chez nous.»

Chaque jour, des femmes arrivent ainsi à Johannesburg. Quel engagement ! Le grand événement approche : la journée nationale des femmes, le 9 août, avec une marche sur Pretoria. Ce sera une journée historique. C'est le 9 août 1956, il y a tout juste quarante ans, qu'a eu lieu la marche légendaire des femmes sur Pretoria. Une marche que l'on va refaire. Le 9 août a été décrété journée nationale des femmes en Afrique du Sud. C'est un jour de congé officiel. En Afrique du Sud, la femme joue toujours un rôle décisif.

Quatre femmes, symbole des quatre groupes de résistance, dirigeaient la manifestation

Nous logeons à Johannesburg chez Sophie De Bruyn, une métisse de 65 ans. Elle est la seule survivante des quatre femmes qui ont dirigé, en 1956, cette marche légendaire.

Sophie raconte : «En 1955, le gouvernement a décidé d'étendre aux femmes la fameuse "pasjeswet", la loi des laissez-passer, qui, jusque là, ne s'appliquait qu'aux hommes. Les Noirs devaient toujours avoir leur laissez-passer sur eux. Le laissez-passer n'était accordé qu'à ceux qui travaillaient et c'est seulement alors qu'ils pouvaient quitter leur township. Sans travail, pas de laissez-passer. On était obligé de



Sophie De Bruyn, une des quatre femmes qui ont dirigé la marche historique de 1956.

rester dans son township. Si on osait en sortir et qu'on était contrôlé, c'était la prison. Les femmes n'ont pas accepté l'extension de cette loi aux femmes. Nous avons refusé cette humiliation. Sous la direction de Winnie Mandela notamment, nous avons fondé une fédération des femmes multiraciale. Nous avons organisé une grande marche vers le bâtiment du président, le bâtiment de l'Union à Pretoria. A ce moment-là, il y avait peu d'opposition ouverte au régime de l'apartheid. C'est pourquoi notre marche a été aussi importante. Avec 20.000 femmes, le 9 août 1956, nous avons pris la direction de la citadelle de l'apartheid, Pretoria. Les femmes venaient de partout, des femmes indiennes, des femmes blanches démocrates. Des nannies — les nourrices noires qui élèvent des enfants blancs — marchaient avec nous, des enfants blancs à leur sein.

Nous étions quatre femmes à diriger la marche. J'étais l'une des quatre. Nous représentions les quatre organisations de femmes



Atmosphère euphorique à la marche des femmes.

distinctes, et en même temps les quatre groupes de résistance contre l'apartheid : les femmes indiennes, les métisses, les Africaines noires et le mouvement blanc démocrate. Par la suite, Winnie nous a réunies au sein de la Fédération des femmes sud-africaines, qui est devenue l'actuelle Ligue des Femmes de l'ANC.

Je travaillais comme jeune ouvrière dans une entreprise textile de Port Elizabeth, au bord de l'Océan Indien, au sud-ouest de l'Afrique du Sud. Nous avons rassemblé des milliers de signatures au bas d'une pétition contre l'extension de la "pasjeswet". Nous soutenions aussi des revendications pour des salaires plus élevés, pour la libération de nos hommes emprisonnés. Nous n'avions pas demandé d'autorisation pour la

marche. et nous avions très peur. Nous chantions des chants de notre composition. Nous voulions être reçues par quelqu'un du gouvernement mais les portes du bâtiment de l'Union sont restées fermées. Ce fut une journée incroyable, une journée pendant laquelle les femmes ont fait l'histoire dans la lutte contre l'apartheid.

Maintenant, quarante ans plus tard, nous voulons refaire cette marche. Car maintenant encore, les femmes sont à la tête de la lutte, même après l'apartheid. J'y serai à nouveau. Je suis l'invitée d'honneur de notre présidente Winnie.» 9 août. Le grand jour est arrivé. L'intérêt des médias est énorme. Les femmes sont à nouveau au centre de l'actualité. L'ambiance est euphorique, l'atmosphère est

très positive. Et le spectacle est haut en couleurs. Nous dénombrons environ 25.000 femmes, venues de partout : noires, métisses, blanches ainsi que beaucoup d'hommes. Une nouvelle fois, les femmes se mettent en marche du bâtiment de l'Union vers l'hôtel de ville de Pretoria. Le président Nelson Mandela s'adresse à elles, ainsi que Winnie Madikizela-Mandela, la présidente de la Ligue des femmes.

Plaidoyer pour "l'action affirmative"

Winnie critique le gouvernement. Pour elle, la reconstruction du pays ne va pas assez vite. Elle plaide aussi pour une "action affirmative" radicale, pour des mesures en vue de supprimer la discrimination et l'inégalité à l'égard des femmes. Il y a encore des différences énormes entre hommes et femmes dans les entreprises, sur le plan des salaires et des conditions de travail. Winnie exige que les entreprises soient mises sous pression et contrôlées. Mais elle veut aussi que les femmes s'engagent. Le rôle historique de la femme dans la résistance est sans cesse répété. Aujourd'hui encore, les femmes jouent un rôle important sur le plan politique et leur participation à la vie politique est élevée. Il y a des femmes ministres, parlementaires... La participation massive de milliers de femmes est d'une importance énorme. Ici, les femmes font à nouveau l'Histoire.



Les femmes qui ont participé à la grève du textile se sont naturellement rendues à la manifestation à Pretoria.

suite de la page 12

textile de Johannesburg, nous emmène dans la plus grande entreprise, la Transvaal Clothing, où les ouvrières occupent la cantine. Près de 300 femmes et quelques hommes nous y attendent. Nous sommes leurs invités d'honneur, symbole de la solidarité internationale. Nous avons écrit une chanson en hommage à la grève, que tous reprennent en chœur. La cantine tremble sous les applaudissements et les battements de pieds :

«Yo, yo, our strike is very strong,

Yo, yo, our strike is very strong,
we fight together for justified wages,
our strike is very strong.
We are Black and White together
we want the 10 percent
We are Black and White together
We want the 10 percent
We fight together for justified wages
Our strike is very strong
We will win» *

Nous avons du succès et nous devons emmener la manifestation à travers l'entreprise, jusque dans la rue.

Mais surtout, nous sommes très émus lorsque nous entendons crier derrière nous :

«Vive la délégation belge ! Vive le Parti communiste sud-africain ! Vive le Sactwu !»

L'énorme combativité, l'unanimité derrière la revendication des 10 % mais surtout l'amour de ces gens pour leur syndicat et pour le Parti communiste... voilà ce qui nous éblouit.

* Notre grève est très forte / nous luttons pour des salaires justes / nous luttons ensemble, Blancs et Noirs / nous voulons les 10 % / nous gagnerons.



Gagné !

Bruxelles, le 12 août au matin, coup de téléphone de Johannesburg : «Nous avons remporté la grève ! Les patrons du textile ont cédé, nous avons les 10 pour cent ! Cela ne s'est encore jamais produit. N'oubliez pas de nous envoyer Solidaire. Et revenez nous voir !»

EN BREF

Thaïlande

Expérimentation de Nestlé sur des bébés

Une filiale thaïlandaise de la multinationale suisse Nestlé a utilisé 176 orphelins afin de tester de la nourriture pour bébés. Les enfants étaient soumis à un régime pauvre en fer et recevaient trois fois par jour des aliments pour enfants du type Nan-2 Follow Formula.

On leur administrait également une bactérie provoquant la diarrhée. Nestlé se défend en prétendant avoir obtenu le consentement des autorités thaïlandaises, ce que ces dernières nient.

(De Morgen, 28 août 1996)

Allemagne

Priebke libéré en 1971 par des juges nazis allemands

Dans l'Allemagne capitaliste, la dénazification n'a jamais été prise au sérieux. L'ancien officier SS Erich Priebke, acquitté début août par un tribunal romain, malgré qu'il ait été jugé coupable de l'exécution de 335 otages italiens en 1944, avait déjà été libéré en 1971 par trois juges allemands.

Un journal allemand vient de révéler que ces juges étaient eux-mêmes des anciens nazis. L'un d'entre eux était déjà membre du NSDAP, le parti nazi, et des SA, le commando de choc d'Hitler, avant que les nazis ne prennent le pouvoir.

Les deux autres avaient rejoint le NSDAP après sa prise de pouvoir. Le premier magistrat, dans sa jeunesse partisan fanatique du nazisme, a même dirigé, dès 1964, la recherche allemande contre les crimes nazis. (De Morgen, 28 août 1996)

Est-il dès lors étonnant que, cinquante ans après la chute du régime nazi, le fascisme contamine de plus en plus la société ?

France

Etrangers piégés à Nice

Un grand nombre d'étrangers ont été arrêtés à Nice durant l'été. Un article paru dans *Nice Matin* le 18 juillet a servi de détonateur. Il tentait d'expliquer la circulaire de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur français. Celui-ci invitait les préfets à régulariser, au cas par cas, les situations de parents étrangers d'enfants français. Le journal précisait que les étrangers pouvaient s'adresser sans rendez-vous au "bureau de l'admission des étrangers".

Des familles se sont rendues en masse à la préfecture, croyant voir aboutir des mois de démarches et espérant décrocher les papiers tant attendus. Mais depuis la réforme du "code de la nationalité", les enfants nés en France ne sont plus automatiquement français. Plusieurs familles l'ont compris au guichet de la préfecture. Certains parents ont alors aussitôt été interpellés et directement conduits au centre de rétention de Nice. D'autres se sont vus saisir leur passeport ou leur titre de séjour périmé.

En principe, bien que la loi reste floue à ce sujet, les parents d'enfants français ne sont pas expulsables. Mais la *Cimade*, association d'entraide protestante, cite pourtant le cas d'un Tunisien, vivant en France depuis 15 ans, et père de quatre enfants dont trois nés en France, qui a été arrêté et a reçu un ordre de quitter le territoire. (Le Monde, 9 août 1996)



Une quarantaine de personnes ont protesté devant l'ambassade des Pays-Bas contre l'extradition de Sison.

Actions pour Sison

Les Pays-Bas bafouent le droit d'asile

A Bruxelles, comme dans 18 villes de par le monde, des actions ont été menées les 13 et 14 août contre l'ordre d'expulsion de José Maria Sison. Il aurait dû quitter les Pays-Bas le 15 août, mais il est allé en appel contre cette décision.

Bert De Belder

Sison est le dirigeant historique de la révolution nationale démocratique aux Philippines. En 1977, sous la dictature de Marcos, il a été arrêté et torturé. Il a été libéré lors de la venue au pouvoir de Cory Aquino, mais a été contraint en 1988 de demander l'asile politique aux Pays-Bas. Malgré son statut et malgré des avis positifs répétés du Conseil d'Etat, le ministre hollandais de la Justice lui a enjoint, fin juillet, sous la pression des Etats-Unis, de

quitter le pays. Les Pays-Bas ont invoqué le fait que Sison entretiendrait des contacts avec des "groupes terroristes". Un non-sens juridique. Sison était le principal conseiller politique du Front National Démocratique lors des négociations de paix avec le gouvernement philippin qui se sont tenues voici un an à La Haye.

A Bruxelles, une quarantaine de personnes ont manifesté devant l'ambassade des Pays-Bas à l'appel de la LAI et des groupes "Philippines". La pétition en faveur de l'asile politique de

Sison a été signée, entre autres, par les professeurs Doom, Franck, Houtart, Kruithof, Martens, Pestieau, Rigaux et Vilrocx; et par Oxfam-solidarité, Magasins du Monde, Frères des Hommes, Bevrijde Wereld, Chrétiens pour le Socialisme, UCOS et Frontières Ouvertes. Les signataires exigent notamment le retrait de l'ordre d'expulsion, la reconnaissance et la protection de tous les réfugiés politiques. Sison est allé en appel contre cet ordre d'expulsion. Tant que cet appel est en cours, il ne peut être expulsé du pays. Mais on craint qu'il soit enfermé dans un centre de transit pour demandeurs d'asile. La campagne en faveur de Sison doit donc être poursuivie. Pour plus d'informations, contactez la LAI (02/513 53 86) ou les groupes "Philippines" (02/201 08 63).

Haiti : enfants cobayes

Edmonstron Zagreb est un vaccin contre la rougeole. Durant les années 87 et 88, ce produit du laboratoire de Kaiser Permanente a été testé sur au moins 2.100 enfants et bébés du quartier populaire haïtien, Cité Soleil. Les enfants ont reçu des doses de 10 à 500 fois supérieures à la normale. L'expérience a été arrêtée en raison du nombre élevé de décès parmi ces enfants. Des expériences semblables ont eu lieu dans une douzaine d'autres pays du tiers monde. Le commanditaire de ces expériences était l'université américaine John Hopkins. Le projet a été financé par USAID, l'organisation d'aide au développement des Etats-Unis. L'Organisation mondiale de la santé avait commandé 250 millions de doses en cas de réussite de l'expérience. Ni les parents, ni les enfants, n'avaient été préalablement mis au courant des risques. (Centre Haïtien de Recherches et de Documentation, 29 juillet 1996)

Gaza : travail des enfants en hausse

Le travail des enfants dans la bande de Gaza connaît une augmentation constante depuis la fermeture des frontières par l'armée israélienne en février dernier. D'après une étude de Fadel Abou Hein, conseiller de l'Unicef, 40 % des enfants en âge scolaire ont été obligés de quitter l'école depuis lors. 60.000 travailleurs de Gaza ont perdu leur emploi, suite à la décision du gouvernement israélien. Leurs enfants sont obligés de travailler pour assurer la survie de la famille. (AFP, 26/8)

Mexique : la guérilla lance des attaques dans cinq États

L'Armée populaire révolutionnaire prouve sa force de frappe

Pol De Vos

L'Armée populaire révolutionnaire (EPR) a effectué des attaques contre des installations militaires dans les Etats de Oaxaca, Guerrero, Puebla, Mexico dans les Chiapas, la nuit du 28 au 29 août. Au moins 140 guérilleros y ont participé.

A Guerrero, l'EPR a attaqué quatre casernes et quelques bâtiments de police. A Puebla, des bâtiments militaires ont été détruits par des explosifs. A Huatulco, petite ville côtière du Oaxaca, une attaque simultanée a eu lieu contre la marine

mexicaine, un bâtiment officiel et deux casernes. A Tlaxiaco et à Oaxaca-ville, les cibles étaient des bâtiments de la police, une base aérienne et une banque militaire. Dans l'Etat de Mexico, des installations de l'armée ont fait l'objet de trois attaques. «Nous devons augmenter de manière drastique la présence de l'armée et de la police, a déclaré le gouverneur local, car dans cette zone très peuplée du pays, les contrastes sociaux sont tellement énormes que certains pourraient causer des problèmes supplémentaires.» Dans les Chiapas, l'EPR

n'a pas voulu mener d'attaques contre l'armée «pour ne pas mettre en difficulté les zapatistes dans leurs négociations avec l'armée». Ils ont seulement bloqué deux routes principales.

La bourgeoisie exige une dure répression

La bourse mexicaine a réagi en chutant de 2,23 %. Le monde des entreprises exige une intervention énergique : «L'armée doit faire son boulot. Nous croyons qu'elle obtiendra de bons résultats dans le cadre de

l'extermination de ce genre de mouvements.» Le gouvernement a déclaré qu'«il existe au Mexique des moyens légaux pour résoudre les problèmes via le dialogue et les négociations. C'est pourquoi il n'y a pas de place pour l'usage d'une telle violence.» L'EPR explique précisément son existence à partir de la terreur d'Etat constante contre les paysans et les ouvriers. Dans un communiqué, elle écrit «que ces attaques constituent une réaction à la vague croissante de répression et de militarisation.» Source : Excelsior et La Jornada, 30 août 1996.

Ziouganov au service du nouveau capitalisme russe

Déclaration du Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique

A la fin des années 90, la stabilisation du processus de restauration capitaliste en Russie est devenue la tâche principale des réformateurs. C'est aussi le premier souci des stratèges de l'impérialisme mondial. Ils comprennent que le sort de l'actuelle contre-révolution internationale bourgeoise dépend directement de la combativité du mouvement communiste sur le plan national et international.

Nina Andreieva (1)

Les leaders du monde capitaliste ont donc dirigé leurs efforts principaux vers l'affaiblissement et la dissolution de l'intérieur des partis révolutionnaires. Ils provoquent la trahison, l'opportunisme et la capitulation. Une telle "neutralisation" du mouvement communiste n'est d'ailleurs que le premier pas vers sa liquidation. Chacun se rappelle que le capital international et ses représentants, Gorbatchev et Eltsine, ont implanté l'état-major de la contre-révolution dans le comité central même du Parti communiste de l'Union soviétique. Ils avaient à peine dissout le PCUS quand ils accomplissaient l'anéantissement de l'Union soviétique et portaient un coup terrible au mouvement révolutionnaire international.

La première période de la perestroïka, la réforme bourgeoise en Russie, se déroulait sous des drapeaux rouges. Des millions de Soviétiques attendaient la purification du socialisme. Pendant la deuxième étape, l'opportunisme du PCUS a pris la forme d'un social-démocratie de droite et d'un libéralisme bourgeois. Les communistes soviétiques ont résisté. Ils ont fondé leurs partis, le Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique (PCBUS), le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR), le Parti communiste russe (PRC). Le régime d'Eltsine a essayé d'empêcher l'extension de leur influence parmi les masses. Mais il n'a pas réussi à interdire leurs activités. Finalement, un accord s'est conclu entre les adeptes d'Eltsine et les partisans, dont la conséquence fut la fondation du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) dont Ziouganov et Kouptsov ont assumé la direction. En s'éloignant du marxisme-léninisme, la direction du PCFR a trompé ses organisations et a aidé Eltsine à renforcer le pouvoir du capital en Russie.

Ziouganov au secours du régime d'Eltsine

Le PCFR a joué dès le début le rôle de tampon entre la restauration bourgeoise et le mouvement communiste. Il s'est toujours senti obligé d'empêcher des conflits violents entre voleurs et volés. Tout le chemin de la dégénérescence du PCFR est personnifié par son leader Ziouganov. Ainsi en

août 1991, Ziouganov, membre du bureau politique du PCFR, avait peur et n'a pas osé soutenir le comité d'État d'urgence dans ses faibles tentatives de conserver l'Union soviétique. Au Soviet suprême, Ziouganov a convaincu les députés de voter pour la "souveraineté" de la Russie et donc pour l'éclatement de l'URSS. En 1992, Ziouganov est devenu président du conseil de coordination des mouvements patriotiques. C'est précisément au cours de cette période que le patriotisme russe a pris des formes réactionnaires et sociales-chauvines. En 1993, Ziouganov est devenu président du PCFR. En septembre et octobre, durant les manifestations à Moscou, il a prononcé des appels ardents. Puis, soudain, le "premier communiste de la Russie" a appelé, sur les chaînes de télévision, à se distancier des députés du Soviet suprême, assiégés à la Maison blanche. Il ne fallait pas descendre dans la rue, ni participer aux actions des masses protestant contre le régime. Plus tard, les autres partis communistes ont boycotté les élections à la Douma et le référendum concernant la Constitution de la Fédération de Russie. Le parti de Ziouganov a fourni 13 % des 53 % de votants à ces élections et a ainsi permis l'adoption d'une constitution ouvertement réactionnaire et bourgeoise.

La première fraction parlementaire à la Douma du PCFR, guidé par Ziouganov, oubliait ses devoirs communistes. Elle collaborait avec Eltsine en écrivant les lois de la réforme bourgeoise. En 1995, le parti de Ziouganov emmenait déjà 22% des votants aux élections à la Douma. La participation de la PCFR aux campagnes électorales de 1993 et 1995 a légitimé le parlementarisme bourgeois en Russie.

En mars 1996, la fraction de Ziouganov à la Douma d'État a pris l'initiative de faire voter une condamnation de l'accord illégal de Biélovège, qui a mis fin à l'Union soviétique. Mais même cette position ne visait pas à rétablir le socialisme. Néanmoins, elle effrayait Eltsine et la bourgeoisie nationale des républiques. Toutes les forces antisocialistes du territoire de l'URSS se sont rapprochées. La résolution de la Douma était dictée, selon le porte-parole de la Douma et adepte de Ziouganov, Selezniou, par le désir d'éviter que les masses elles-mêmes n'aillent résoudre le pro-



«Eltsine, ennemi du peuple !», «La bande d'Eltsine, devant le juge !», clament ces manifestants communistes à Moscou.

blème dans la rue. La Douma n'a pas fait d'appel aux masses soviétiques. Elle n'a pas mobilisé les partis et les mouvements politiques, ni les syndicats, pour soutenir cette décision.

Ziouganov se rapproche d'Eltsine

Un pas important dans la stabilisation politique du régime était la légitimation de la présidence en Russie. En 1991, Eltsine était élu président de la République soviétique socialiste fédérative russe, et prêtait serment devant la Constitution d'une république socialiste. Récemment encore, Ziouganov déclarait que le régime présidentiel ne convient pas à la Russie. Mais il s'est lancé dans la course présidentielle. Un bloc populaire patriotique de plus de 150 partis, organisations et mouvements, appartenant à des tendances idéologiques et politiques très différentes, s'est constitué autour du PCFR.

Le programme social et économi-

que du bloc de Ziouganov soutient pour l'essentiel le capital monopoliste d'État russe. Ziouganov voulait s'y appuyer dès qu'il serait président. A mesure que le second tour des élections approchait, les positions de Ziouganov et d'Eltsine se sont rapprochées. Les deux prétendants à la présidence ont soutenu la fusion du sommet de l'appareil d'État avec les banques et les groupes financiers et industriels. Ils ont aidé les super monopoles à s'emparer du secteur agraire, et encouragé les banques russes à participer aux monopoles transnationaux. Ils ont soutenu leur expansion à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté des États Indépendants (CEI). Ziouganov, aussi bien qu'Eltsine, nie l'antagonisme entre le travail et le capital. Ils nient la division de la société entre "rouges" et "blancs". Ils ont effrayé les petits-bourgeois avec la menace d'une guerre civile. Ils ont appelé la contre-révolution "une révolution". Ils ont convaincu l'ardent général Lebed à garantir par la force la continuation des réformes actuelles. Ce

n'est donc pas à tort que la résolution du conseil du bloc de Ziouganov du 6 juin déclare que «les idées directrices du programme du bloc populaire-patriotique sont devenues une partie intégrante des déclarations politiques... du parti du pouvoir», c'est-à-dire d'Eltsine et des siens. La question surgit donc : qui sert et aide qui ? Ziouganov-Eltsine ? Ou Eltsine-Ziouganov ?

En fin de compte, les jeux électoraux selon les règles du régime maffieux ne se sont pas terminés par une victoire des pseudo-communistes. Ceux-ci ont perdu leur dernière chance dans la lutte pour le pouvoir présidentiel. La réforme bourgeoise n'a pas changé de chevaux en traversant le fleuve.

La raison de la victoire d'Eltsine

Dans les régions, les milieux petit-bourgeois sont contrôlés par les organes du pouvoir régional, les gouverneurs, les dirigeants de l'administration, les maires, les organes législatifs, les directeurs, les fonctionnaires, etc. L'administration locale est constituée par la petite noblesse de la nomenklatura de l'ancien PCUS. De la volonté de la direction locale dépendent non seulement la prospérité, mais aussi le sort des simples travailleurs. Le pouvoir régional a contribué au succès de Ziouganov lors des élections de décembre pour la Douma, période où la conscience évoluait vers la gauche. En 1996, Eltsine a exercé une forte pression sur son administration, a menacé et a rémunéré. Sa popularité s'est accrue dans les sondages et il a gagné. Les fonctionnaires n'étaient pas prêts à sacrifier leurs fonctions bien rémunérées et leurs privilèges personnels. En fin de compte, le résultat des élections présidentielles a été déterminé par la participation de l'ancien PCUS. Elle a jugé qu' "un tien vaut mieux que deux tu l'auras".

La défaite du PCFR l'a privé de ses perspectives. Les prochaines élections sont encore loin, et les méthodes révolutionnaires de lutte sont par principe inadmissibles pour un parti de type parlementaire. Ziouganov, qui se prétend communiste, a relancé l'hystérie anticommuniste et la diffamation des idées communistes. Il s'est caché lui-même dans le prétendu bloc populaire-patriotique. Le danger existe que Lebed et Eltsine se permettent de persécuter les marxistes-léninistes et les patriotes soviétiques, en prétendant que le peuple n'a pas soutenu les communistes.

La semaine prochaine : suite du texte de Nina Andreieva.

(1) Nina Andreieva est Secrétaire générale du comité central du Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique. Les titres et intertitres sont de la rédaction.

Nous ne voulons pas de cette société

Direction nationale de Rebelle

Nous vivons dans un monde où tout peut se vendre. Même deux petites filles. Même les organes d'un enfant du tiers monde. Sous le capitalisme, tout se vend et s'achète. Seule la vie n'a aucune valeur.

Notre avenir ? La bourgeoisie l'a déjà attaqué ! De quoi sera faite l'école de demain ? Aurons-nous un jour un travail décent ?

Maintenant, le capitalisme veut nous voler notre corps. Un million de mineurs d'âge sont victimes de crimes sexuels dans le monde. Des fléaux tels que la pédophilie et la pornographie transforment des jeunes en esclaves. La drogue, qui nous détruit physiquement, fait chaque jour de nouveaux ravages.

Avec Rebelle, nous voulons nous battre contre un tel système. Nous savons que seuls, nous ne sommes rien. Nous voulons nous organiser pour détruire cette société qui impose partout la folie du profit. Même le corps d'une fillette de 8 ans génère des bénéfices. Les gens en sont écoeurés. Rebelle a besoin de votre aide afin de transformer ce dégoût en arme. Tout peut devenir une arme contre ce système. La culture : écrivez des poèmes, prenez des photos, chantez, dessinez, dénoncez ces horreurs ! Le sport : courez, nagez, organisez des matchs de foot contre le racisme, contre tout ce qui vous révolte ! Mettez l'imagination au pouvoir !

Rebelle veut toucher tous les aspects de la vie. Nous voulons être des milliers à nous organiser. Nous voulons gagner. Sinon notre avenir sera fait de chômage, de racisme, de crimes et de guerres... Vous vous souvenez de tous les moyens développés par les flics durant le mouvement étudiant. Ils nous ont filmés, fichés, arrêtés, frappés. Pendant ce temps, des moyens dérisoires étaient mis en oeuvre pour retrouver les enfants disparus. La gendarmerie et l'Etat se foutent des gosses du peuple... sauf s'ils se mettent à lutter. Et c'est alors qu'ils découvrent le vrai visage de la "démocratie" : la matraque !

Non, nous ne voulons pas d'une société comme celle-là. Un groupe de Rebelle revient de Cuba, les jeunes ont vu le socialisme. Voilà notre avenir ! Des écoles gratuites pour tous, des soins de santé de qualité pour pas un peso, la culture accessible à tous. A Cuba, un Dutroux n'aurait pas pu commettre ses crimes odieux : à qui aurait-il vendu ses victimes ?

Il est temps. Rejoignez Rebelle et battez-vous pour le socialisme. Nous avons un monde à y gagner. La direction de Rebelle vous souhaite une année de lutte et d'espoir. Oui, il existe une alternative.

Théâtre, musique, ou rollerskate...

Neuf groupes de Rebelle et des centaines de projets

Anvers : Non, Rebelle-Anvers ne se cache pas dans sa cave. Nous l'aménageons afin d'avoir un local impeccable pour le 30 septembre. Cette date verra l'activité de lancement de Rebelle-Anvers et chaque vendredi, vous serez les bienvenus au "Instuif". Toutes les initiatives y seront les bienvenues. Tél. 03/225 28 93

Bruxelles : Les activités de Rebelle vous ont manqué pendant deux mois ? Pas de panique, on redémarre en force le dimanche 7 septembre avec une activité sur les keufs. L'activité du 15 sera un goûter pour Loubna Benaïssa, disparue depuis 4 ans. Nous nous verrons donc au 225, avenue de la reine à 1000 Bruxelles, comme d'habitude...

Charleroi : "L'art pour le peuple et par le peuple." Cette année, nous allons surtout nous axer sur les activités artistiques. Nous avons la chance de posséder une troupe de théâtre, qui n'attend plus que vous. Nous créerons aussi un atelier d'arts plastiques. Vous pourrez y déployer vos dons artistiques et réaliser des affiches, des peintures murales, des photographies, etc. Et n'oubliez pas nos rencontres traditionnelles, chaque dimanche à 14h. Tél. 071/32 45 65.

Courtrai : «Your message is the Future». Courtrai s'attaque à la musique. Vous jouez dans un groupe progressiste ? Contactez-nous et participez à nos soirées. Nous organiserons des



rencontres entre musiciens... Tél. 02/513 69 07.

Gand : L'année dernière, le groupe des Pionniers a bien fonctionné. Nous voulons développer ce travail : école des devoirs suivie d'une plaine de jeux, deux fois par semaine. Nous envisageons également d'organiser des activités artistiques. Ceux qui souhaitent y participer peuvent s'adresser à Médecine pour le Peuple, Halvemaanstraat 7 à St.-Amandsberg. Pour les sportifs, nous organiserons des matchs d'entraînement en vue du tournoi antiraciste inter-écoles qui aura lieu le 24 novembre. A moins que vous ne préférerez des promenades dans les Ardennes,

à pied ou en mountainbike ? Nous organiserons également des séances de percussions. A vous de choisir. Tél. 09/224 39 01

Liège : Ca y est, les Liégeois sont là et dès le 11 septembre, ils reprennent leurs activités. Attention nous v'là motivés : cette année, nous nous occuperons de théâtre, de sport et aussi des pionniers ! Pour plus d'infos, contactez-nous au 041/28 09 49.

Limbourg : De la photo, du théâtre, des hordes de pionniers tous les mercredis ! Nous recherchons des collaborateurs pour notre journal qui sortira chaque mois. N'hésitez pas à

nous contacter. Si vous avez des idées, communiquez-les à notre «Bourse aux Hobbies». Tél. 089/36 28 90.

Louvain : Sport pour tous. Nous commencerons par un atelier de Rollerskates. Chacun est le bienvenu : ceux qui s'y connaissent et ceux qui veulent apprendre. Nous reprendrons nos activités hebdomadaires du dimanche et nous commencerons par un jeu sans frontière, organisé en commun avec la maison de jeunes Erzouzie. Tél. 016/23 94 30.

Zelzate : Cette année, nous comptons démarrer un groupe de Pionniers, en vue de renforcer Rebelle. Tél. 09/344 92 44.

Rebelle ouvre ses frontières

Enfin le voilà : le week-end de lancement de Rebelle

Bruno Bauwens

Les 21 et 22 septembre, nous fêterons le lancement officiel de l'année. Les jeunes de Rebelle viendront de partout : Bruxelles, Charleroi, Liège, Gand, Anvers... Nous mettrons tous la main à la pâte car Rebelle a de grands projets. Cette année, nous démarrerons partout des groupes de Pionniers, des groupes sportifs... Et pour ceux qui aiment voyager, nous prévoyons un voyage à Cuba avec — au moins — 50 participants. Veux-tu en savoir davantage et agir ? N'hésite pas, rejoins-nous au week-end de lancement, qui débutera le samedi matin à 9 heures.

Nous nous répartirons en ateliers. Tu pourras discuter avec Dirk Bracke, l'auteur du livre "Blauw is bitter". Il parlera de la prostitution des enfants aux Philippines. Nous pour-

rons aussi écouter les jeunes qui se sont rendus à Cuba : qu'ont-ils appris sur l'enseignement, la lutte contre la drogue ? Autre possibilité : une discussion sur le livre sur l'enseignement, que Rebelle prépare. L'après-midi, place à l'action. Au choix : animation pour les enfants dans une maison de jeunes, sport de combat dans un centre à Bruxelles ou skate dans la plus grande salle d'Europe. Le soir, avant la boum, différents ateliers "culturels" : devenir DJ, apprendre à animer une boum. Nous apprendrons également à faire une BD, à analyser des textes de rap... et à combiner art et engagement. Dimanche : action surprise. Nous partirons dans les rues. Pour quoi faire ? Tu verras bien... Bref, nous espérons vous donner des idées, du matériel et de l'enthousiasme pour entamer une "année rouge".

Bon

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Age : Ecole :

- Je veux participer au week-end de lancement de Rebelle. Envoyez-moi le programme détaillé, lieu, prix, etc.
 Je veux être tenu au courant des activités de Rebelle dans ma région.
 Je suis intéressé(e) par le voyage des jeunes à Cuba en juillet 1997, envoyez-moi des informations.
 Je suis intéressé(e) par l'atelier artistique l'animation des Pionniers l'atelier sport

Je commande :

- le dossier Solidaire sur les enfants enlevés (50 F)
 ... ex du set de 7 cartes (10 F, à envoyer aux parents)
 ... ex de l'affiche "Enfants du peuple" (50 F)
 ... ex de l'affiche "Stop à la violence raciste" (50 F)
 ... ex de la liste de livres antiracistes, progressistes...
 A renvoyer à Rebelle, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.
 Tél. 02/513 10 95.

Que faire pour Julie, Mélissa, Loubna et les autres ?

Rebelle veut combattre les véritables causes des enlèvements d'enfants

Nous sommes des centaines de milliers à avoir eu un sentiment de révolte face à la mort de Julie et Mélissa. "Dans quel monde vivons-nous", se demandent beaucoup de gens. Nous voulons leur répondre et lutter pour une autre société où l'exploitation des enfants n'existera plus.

Gilles Martin

Avec Rebelle, nous voulons dénoncer les vrais responsables : la gendarmerie et la Justice. Nous voulons diffuser Solidaire accompagné d'un poster gratuit : la gendarmerie et la Justice n'avaient pas les moyens pour retrouver les enfants, mais bien pour matraquer les étudiants ! Nous pouvons glisser dans chaque Solidaire vendu des cartes de soutien pour les familles. Les plus timides pourront distribuer notre tract ! Nous élaborerons pour la rentrée un dossier pédagogique. Ce dernier comprendra les meilleurs articles parus dans Solidaire et dans le reste de la presse, mais aussi des listes de livres qui parlent de l'exploitation sexuelle des enfants. Vous pourrez également y trouver une liste de personnalités à

inviter dans vos écoles pour des exposés. Un exemple : en octobre, une femme des Philippines viendra parler de son travail avec des enfants victimes de la prostitution. Tout ce matériel sera disponible dans votre région. Et il aura beaucoup de succès ! A Bruxelles, six jeunes de Rebelle ont vendu 50 journaux en une heure et demie. Sarah vendait Solidaire pour la première fois : «Le moyen le plus efficace est d'aller directement vers les gens avec un grand sourire et d'oser les aborder. Il faut surtout préciser que les articles et les analyses du Solidaire sont totalement différents de ceux des autres journaux. En effet, c'est le système, la justice et la gendarmerie que Solidaire accuse. Nous nous étions fixés un objectif et le plus important était de l'atteindre. C'est une motivation indispensable.»



Les Pionniers récitent leurs textes pour les enfants disparus devant le ministère de la Justice.

Julie et Mélissa, nous vous donnons la main...

Riet Dhont

«Nous n'avons que huit, dix ou seize ans, Nous croyons dans la vie, Nous voulons que le monde Soit plus juste...»

Ces mots ont été prononcés sur les marches du ministère de la Justice par une soixantaine d'enfants, vendredi dernier. Ils étaient rassemblés par les Pionniers et Rebelle, l'organisation de jeunes du PTB. Karim, Fatima, Nicky, Yana, Maren, Pedro... tous ont écrit un message personnel au ministre Stefaan De Clerck. Karima lit sa carte : «Je veux la paix, je veux du bonheur pour tous les enfants du monde.» Bram complète. «Loubna toujours disparue, Anthony retrouvé après deux semaines, où est la justice ?» Line est très dure : «Alors que Julie et Mélissa mouraient dans la cave de Dutroux, nous, les écoliers, nous étions tabassés par la gendarmerie.» Rita, qui a travaillé pendant 9 ans comme médecin aux Philippines, capte l'attention de tous les

enfants : «Dans les rues de Manille, aux Philippines, il y a des enfants qui doivent se vendre chaque jour pour survivre. Pour eux aussi, nous voulons un monde meilleur.» Un grand papier fluorescent est déroulé sur les marches. Chaque jeune, chaque enfant mais aussi les parents y apposent leur signature. «Julie et Mélissa, nous vous donnons la main... pour que vous ne soyez pas mortes pour rien.» Une minute de silence, pas un bruit, beaucoup de fleurs, puis le représentant du ministre, M. Lecluse, prend la parole : «Des centaines de personnes travaillent dans tout le pays pour que toute la vérité soit faite dans le dossier de Julie et Mélissa.» Maarten Van Camp, 18 ans, clôture l'action en récitant un poème rédigé pour la circonstance.

«Enfants ouvriers Pressés jusqu'à la dernière goutte de sang Vendus comme des marchandises Ignorants du bien et du mal Aux yeux d'un psychopathe,

Automate de la bourgeoisie. - Nantis

Avec leur argent sale
Mais leur vraie nature
Se montrent au grand jour
Dans la décadence
La justice laisse faire,
Vous laissez de côté
Mais nous dénonçons
Nous sommes furieux et consternés

Nous prenons les choses en main
Pour que les magistrats
Ne puissent faire autrement
Que d'aboutir.»

Une idée pour tous les jeunes. Organisez dans votre classe, à votre école, une action similaire dans la cour de récréation, au réfectoire avec tous les élèves. Lisez un beau texte, un poème. Pensez aux enfants du tiers monde. Signez ensemble des cartes à envoyer aux parents des enfants disparus (vous pouvez les commander à l'aide du bon page 16). Et surtout, envoyez-nous une photo et un petit compte rendu.

Envoyez-nous votre poème

Nous recherchons des poètes morts ou vifs pour mettre l'art au service du peuple. Inspirés par les événements tragiques de ces dernières semaines ? Vous voulez transformer votre colère en coup de poing contre ce système ? Lutter, oui, mais à tous les niveaux. Soyez poètes ! En-

tre nous, pas de fausse modestie ! Nous avons soif de cette culture. Korneel nous livre un de ses poèmes. La semaine prochaine, imitons-le ! Nous le publions ci-dessous en néerlandais et appelons les poètes-traducteurs à nous faire parvenir une traduction littéraire des vers de Korneel.

Vuist dreunt zwaar
op lege tafel
toezien op
blunderrecht

meisjes overwogen
en te arm bevonden
het zoeken haast
niet waard,
klop dus maar verder
op betogers
ergens buiten
op straat

Tabassés pour des rollerskates trop chics

Les flics n'aiment pas les jeunes, ni les immigrés

Lippa, membre de Rebelle, nous a écrit la semaine dernière : ses amis et elle ont été victimes de la brutalité des flics. Des événements de ce genre doivent être dénoncés. Si tu es témoin ou victime de situations inacceptables, écris-nous.

«Je m'appelle Lippa et j'habite à Malines. J'ai participé au camp de Rebelle à Pâques. Vous vous souviendrez sûrement de moi. Je

suis encore en vacances et je sors régulièrement avec des amis. Un jour, nous étions partis faire du rollerskate à la gare. Vers onze heures du soir, la police nous a arrêtés. Il y avait cinq immigrés parmi nous. Ils nous ont demandé notre nom, notre adresse et notre âge. «Pourquoi êtes-vous encore si tard en rue ?» nous ont-ils demandé. L'un d'eux a ajouté : «Je ne

comprends pas comment des immigrés peuvent s'acheter des patins aussi chers. Où trouvez-vous l'argent ?» J'ai voulu intervenir, mais ils m'ont coupé la parole : «Toi, tais-toi, on ne t'a rien demandé». Et un flic m'a donné un coup de pied. L'un des agents m'a ensuite demandé de leur montrer quelques acrobaties. Pendant ma performance, il m'a fait un croc-

en-jambe. Je suis tombée. Je ne pouvais plus m'appuyer sur le pied et je me suis assise sur le côté. C'est à ce moment que deux flics ont commencé à frapper deux de mes amis avec leur matraque. Hans a reçu les coups les plus nombreux. Quelqu'un a appelé une ambulance et Hans et moi avons été conduits à l'hôpital. Par la suite, les policiers ont reconnu les faits.

Trois de mes amis ont pourtant reçu une amende de 2.000 F, sous prétexte qu'ils auraient «attaqué un policier» ! C'est un infâme mensonge ! Finalement, nous n'avons rien dû payer. Mais nous subissons les conséquences de cette agression : moi, j'ai un pied dans le plâtre et mon ami devra encore rester à l'hôpital pendant une semaine !»

Le PTB cherche un autre lieu pour son camp d'été

Les promoteurs immobiliers guettent le domaine de Bredene sur mer

Le camp d'été du PTB ne se tiendra plus à Bredene l'an prochain. Le propriétaire, une asbl proche du SP, a mis en vente le domaine de Blutsyde. Les participants de l'atelier Solidaire de Bredene (1) ont voulu en savoir plus et ont interrogé Luc Vinckier, un des responsables du camp du PTB.

Atelier de journalisme à Bredene

Nous avons appris que le camp d'été du PTB ne pourrait plus se tenir à Bredene. Qu'en est-il ?

Luc Vinckier. Le propriétaire a mis le domaine en vente. Un promoteur immobilier en offre 85 millions. Il aurait l'intention de raser les bâtiments et les 8 hectares de parc boisé pour y construire une centaine de bungalow.

Qui est propriétaire et pourquoi vend-il ?

Luc Vinckier. Le domaine appartient à l'asbl «Vakantie voor jong arbeiders» (vacances pour jeunes travailleurs), proche du parti socialiste flamand. Il a été créé dans les années 60 et accueillait des classes de mer pendant l'année scolaire.

Mais l'autorisation lui a été retirée par le ministre de l'Éducation Coens (CVP) dans les années 80. Le domaine n'étant plus rentable, les socialistes ont fini par le mettre en vente.

On dit aussi que le SP aurait un urgent besoin d'argent afin de pouvoir payer (ou rembourser) les amendes dues par la FGFB à la Sécurité sociale, suite à l'affaire des salaires payés au noir.

N'y a-t-il pas de solutions pour préserver l'infrastructure sociale existante ?

Luc Vinckier. Un projet social ne serait pas rentable et ne pourrait fonctionner que grâce à des subsides.

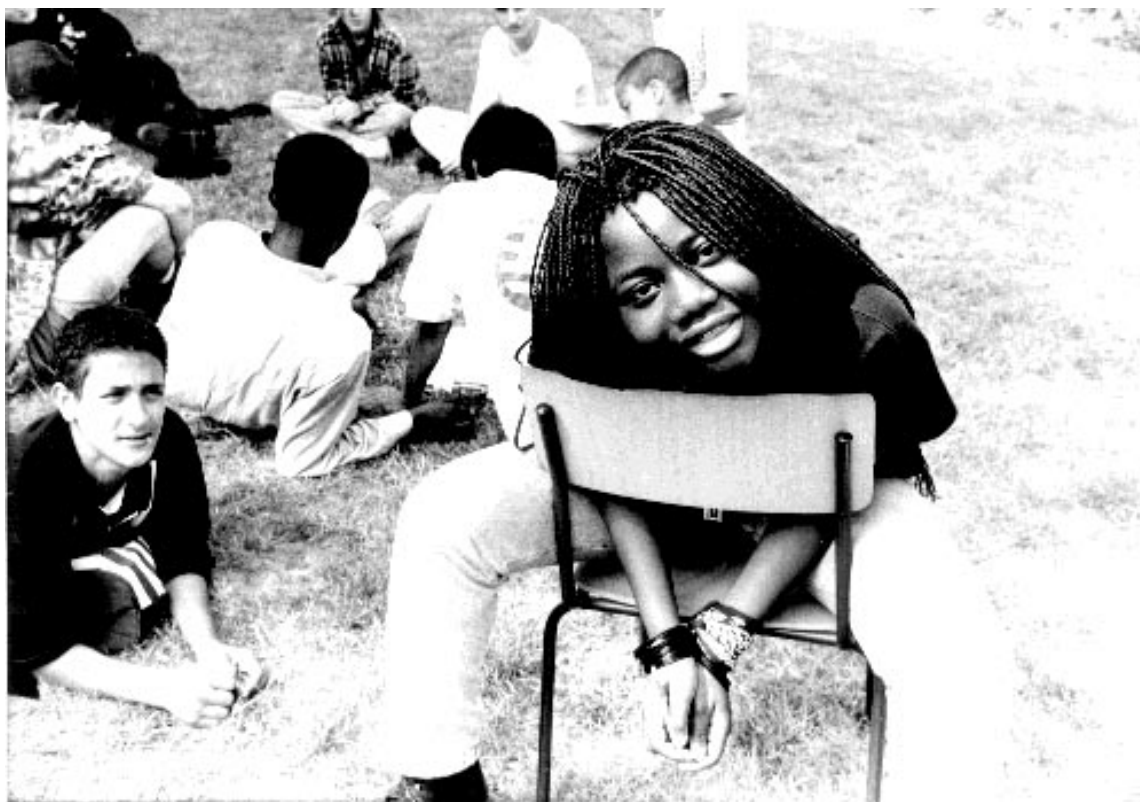
Or la tendance actuelle est exactement inverse. Les parastataux et les syndicats abandonnent ce genre d'infrastructures. Et les communes ne peuvent les prendre en charge car elles ont de plus en plus de contraintes financières à cause des mesures du gouvernement. La volonté politique pour soutenir de telles initiatives n'existe pas.

Le futur propriétaire aura-t-il le droit de détruire le parc boisé ?

Luc Vinckier. Les promoteurs veulent raser le parc pour augmenter le nombre de parcelles vendables. C'est pourquoi une vive opposition s'est manifestée dans la commune. Une pétition pour le maintien du bois a recueilli 4.000 signatures. Sous la pression de ses administrés, le pouvoir communal, à majorité socialiste, hésite à accorder l'autorisation de déboiser le domaine. Il entre ainsi en conflit avec la direction du SP, qui veut vendre au meilleur prix.

Quelles leçons politiques peut-on tirer de cette affaire ?

Luc Vinckier. Sous le capitalisme, un projet à caractère social se voit toujours menacé, un jour ou l'autre, au nom de la rentabilité.



Vous connaissez un lieu où l'on peut réunir trois cents personnes, avec de la place pour les jeunes et les enfants, des salles de conférence, une salle de spectacle ? Contactez le PTB !

Cette affaire montre aussi l'anarchie économique qui règne dans ce système. Ici, on veut abattre les arbres et à trois kilomètres de distance, il existe un projet pour en planter d'autres, qui mettront des années à se développer. Il est également significatif de voir le SP démanteler ses propres projets sociaux.

Nous pouvons en tirer la conclusion qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse pour les travailleurs au sein de la société capitaliste. Cette année, le camp de Bredene consacrait un cycle de conférences à la supériorité du socialisme en ce qui concerne l'économie, l'ensei-

gnement, la condition des femmes, etc. On aurait pu ajouter à la liste : les camps de vacances.

1. Cette interview a été conçue, réalisée et "mise en article" par Mélanie, Maxime, Philippe, Gilles, Béatrice et Erik durant l'atelier de journalisme du camp de Bredene.

Aidez le PTB à trouver un nouveau camp

Vous aussi, participez à la recherche d'un nouvel endroit pour le camp d'été du PTB. Sillonnez votre région et renseignez tout domaine d'accueil

potentiel (pour plusieurs centaines de personnes) au secrétariat national du parti (Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, 02/513.77.60).

Festival Pukkelpop à Hasselt : succès pour le Che

Ruée sur les stands de la LAI : «Che était-il communiste ? Vous aussi ?»

Diane Vangeneugden

Samedi 24 août, 7 heures du matin. Avec Herman, je monte le coin de la Ligue Anti-impérialiste.

Deux stands pleins de matériel sur le Rwanda, sur Cuba... Nous accrochons le grand calicot Che Guevara à la barrière. Dès l'ouverture des portes du festival, c'est la cohue à notre stand.

En un rien de temps, la moitié de nos T-shirts Che Guevara sont vendus. Les petits tracts pour la journée Cuba du 12 octobre sont distribués dans la foule. Ils partent très vite. Nous nous répartissons les tâches : Herman rassemble 219 signatures pour la pétition sur le Rwanda. Les jeunes sont indignés : «Les nonnes qui ont participé au génocide sont vraiment ici en Belgique ?» De mon côté, la table commence à

se vider : cinq gros bouquins sur le Che et les 17 T-shirts sont vendus ! Je prends des commandes pour ceux qui suivent. Des jeunes posent pour une photo devant le grand calicot à l'effigie du Che. Trois personnes nous demandent s'il est à vendre ! Allons-nous le proposer en vente publique ?

Un jeune CVP ne parvient pas à choisir entre deux livres sur le Che. Il décide alors de les acheter tous les deux. Mais il veut d'abord lire le livre sur Staline, car il est intéressé par "le vrai marxisme". La question du socialisme revient souvent : «Che était-il aussi un communiste ? Vous aussi ?» Cela vaut certainement la peine que Rebelle mette sur pied des activités sur le communisme, le Che, etc. Deux personnes de la trentaine passent devant le stand. Solidaire attirent leur attention. «Ha, c'est le

PTB, ce parti, on doit l'interdire.» Avec un sourire moqueur, ils commencent à lire l'article sur les enfants enlevés. Le sourire disparaît... Il n'y a rien à redire à un dossier aussi sérieux. Peut-être remonterons-nous un peu dans leur estime.

L'exploitant du camping met en échec la gendarmerie

Entre-temps, les autocollants et posters du Che partent comme des petits pains. Des jeunes Hollandais trouvent dommage que cela n'existe pas dans leur pays. Je leur propose de mettre sur pied dans leur ville un comité Cuba et d'être en contact avec nous. «Bonne idée !», répondent-ils et ils emportent du matériel. Je leur souhaite

beaucoup de succès. Les premiers jeunes de Rebelle arrivent l'après-midi. A vingt-cinq, ils vendent à l'entrée du festival des centaines de Solidaire et récoltent 17.000 F de soutien pour les familles des fillettes enlevées. Ils n'avaient pas encore commencé leur propagande que la gendarmerie était venue les chasser et les avait menacés de prendre leurs cartes de soutien. Mais l'exploitant du camping du festival a vu la scène. Ce n'est pas possible, ça ! Il a invité les jeunes à venir devant son camping; là, la gendarmerie ne pouvait rien faire.

Le soir, une bonne partie de notre matériel est vendu. Il ne nous reste plus comme posters, que ceux que nous avons affichés. Plutôt un poster abîmé que pas du tout pense une jeune fille, qui décroche la dernière affiche du Che. Ceux qui

suivent devront se contenter de la belle affiche de la journée Cuba. Nous en avons amené des paquets. On pourra ainsi les afficher dans tous le pays. Un jeune ouvrier regarde l'affiche : «Je suis devenu membre du PTB la semaine dernière. J'avais souscrit un abonnement à l'essai à Solidaire à un festival, et dans le bus, je l'ai lu d'une traite. Je me suis alors abonné. Je cherchais depuis longtemps un tel parti, je ne pensais pas que ça existait ! Des actions comme aux Fêtes gantoises, on doit en faire partout.»

Je profite de l'occasion pour saluer notre nouveau camarade, car il va sûrement lire cet article. Et à tous les jeunes du festival : rendez-vous au camp-Rwanda, dans un camping à Maredret les 7 et 8 septembre et à la journée Cuba le 12 octobre !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Trop ou trop peu de médecins ?

«Nous sommes beaucoup trop nombreux. Il y a un kinésithérapeute pour 300 Belges. Certains médecins n'ont plus de patients. Cela ne peut plus durer.» C'est en ces termes que mon kiné défendait son point de vue à propos de la limitation du nombre d'étudiants en médecine. Quand je lui ai dit que le nombre de personnes exclues des soins médicaux ne cesse de s'accroître, il m'a rétorqué : «Avant, c'était le paradis. On se faisait soigner pour des bagatelles, une égratignure au pouce, un bobo au genou...» En rentrant, j'ai trouvé le périodique des mutualités chrétiennes dans ma boîte aux lettres. Un article était intitulé «Sous-estimation des dangers et mesures d'austérité font des victimes». Il traitait des maladies infectieuses en se référant à un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé. «L'autosatisfaction, la sous-estimation et les mesures de restriction croissantes contribuent à une hausse de la mortalité suite à des maladies relativement bénignes. Cela s'applique également aux pays riches du Nord et de l'Occident, où on ne s'inquiète guère des maladies infectieuses. A tort, comme le démontrent les chiffres.» «L'année dernière, 17 millions de personnes, dont neuf millions d'enfants en bas âge, sont mortes suite à des maladies infectieuses qu'on aurait facilement pu éviter. Cette situation résulte d'une diminution de vigilance face au danger d'infections ainsi que des mesures d'économie dans le secteur des soins de santé. Les mesures d'austérité trouvent leur origine dans la crise économique et la misère sociale qui frappent de nombreux pays et condamnent toujours plus de gens à vivre dans une misère extrême.»

Le Journal du Généraliste a organisé une enquête sur les vaccinations en Belgique. Il conclut : «Un Belge sur trois ne sait pas quelles vaccinations il a reçues et ignore à plus forte raison que certaines vaccinations doivent être répétées. 60 % des personnes interrogées, parmi lesquelles également des médecins, souhaitaient être mieux informées. Le coût de certains vaccins constitue souvent un obstacle important. De cette façon il est extrêmement difficile d'enrayer certaines maladies». Trop de médecins ? Manque de patients ? Soigner les bobos ? «17 millions de personnes sont mortes suite à des maladies infectieuses qu'on aurait facilement pu éviter.» Certainement. Mais pas avec notre médecine à l'acte. Pas sous le capitalisme.

W. L.
Louvain

Au PTB chacun peut respirer à sa façon !

Je connais le PTB depuis 20 ans. Récemment, j'ai entamé un cycle d'adhésion pour devenir membre du Parti. Néanmoins, j'avais encore quelques hésitations. Le camp d'été à Bredene m'a agréablement étonné. Les différentes composantes du camp étaient chacune tellement bien préparées. Tellement d'aspects y étaient abordés que chacun pouvait y trouver quelque chose qui l'intéresse. Pour moi, il était clair depuis longtemps que

le Parti était fort sur le plan politique, théorique. Mais, au camp d'été, j'ai eu une autre image du Parti. C'était instructif mais c'était aussi agréable, on avait la possibilité d'établir de nombreux contacts, il y avait des films — mon dada — et pas seulement des classiques mais aussi un vaste choix de films différents. C'était bien. J'ai apprécié aussi l'exposition sur Heartfield, ainsi que l'atelier, le sport, le kung-fu. Le bar était soigné et bien organisé et l'équipe de la cuisine a mis un point d'honneur à préparer des repas soignés pour tant de gens. Le Parti veut aussi valoriser des gens ayant d'autres talents qu'uniquement intellectuels. Chacun peut y respirer tel qu'il est. Toutes ces activités différentes, bien soignées, auxquelles j'ai participé à Bredene m'ont fait bonne impression. L'ambiance du camp me colle à la peau. Le Parti est dans la bonne direction.

Myriam
Bruxelles

Les méfaits du capitalisme

J'ai participé au camp de Bredene avec ma famille et mes amis. C'était comme un petit coin de socialisme en Belgique, une très bonne ambiance, pas de racisme, des gens très sympathiques, des prix très démocratiques. Mais voilà que j'apprends que le domaine de Blutseyde va être vendu à des promoteurs immobiliers qui ne cherchent que le profit maximum. Ceux-ci vont détruire un site merveilleux avec une na-

ture très variée. Les médias bourgeois font croire que c'est l'homme en tant que tel qui détruit tout. Ici on a un bon exemple que c'est le système capitaliste lui-même qui détruit tout pour faire du bénéfice. Je suis triste qu'on ne puisse plus aller à Bredene. Le capitalisme est une dictature. Ce terme je l'ai expliqué à la femme de mon ami qui est venu au camp avec moi. Elle a été très surprise, car elle ne comprenait pas pourquoi les militants du PTB se faisaient embarquer au commissariat lors des propagandes en rue. Elle m'a dit : «On est en démocratie, on a le droit de faire de la politique.» Peut-être voit-elle un peu plus clair maintenant après ce camp de démocratie socialiste. Combattons tous ensemble ce système capitaliste qui ne permet même plus aux ouvriers de passer des vacances à des prix démocratiques.

Un ouvrier
Charleroi

Ukraine : la famine guette un habitant sur deux

C'est avec douleur dans le cœur et grande émotion que je commence cette lettre. Il m'est difficile de croire que le camarade André Martin est décédé. Bien que je ne le connaissais pas personnellement, la correspondance et l'échange d'idées avaient fait de nous de vrais amis. André m'envoyait tous les mois son "Solidarulo", l'édition de Solidaire en espéranto, et entre-temps m'envoyait des numéros en français de Solidaire. Il le faisait absolument gratuitement, connaissant ma situation financière difficile. Je trouvais avec le camarade André un vrai "samideano" (= "même-idée-membre"). Je ne voudrais pas perdre le contact avec le PTB et Solidaire. J'aimerais beaucoup, au moins de temps en temps, recevoir votre journal. Je lis assez bien le français, bien que la langue française soit complexe. Pour moi,

Solidaire était presque la seule source fiable d'information sur le mouvement ouvrier et sur la lutte de classes en Belgique et en Europe occidentale. Malheureusement je ne sais pas payer un abonnement. Je n'ai plus reçu de salaire depuis cinq mois. Même trouver l'argent pour écrire cette lettre est un grand problème pour moi. Je ne décrirai pas les malheurs auxquels a conduit la restauration du capitalisme en Ukraine et dans l'ex-URSS. La moitié de la population est maintenant menacée de mourir de faim. L'Ukraine se transforme rapidement en un Etat du tiers monde. Si ce sujet est intéressant pour vous ou pour d'autres camarades, j'écrirai plus en détail. Je vous souhaite du succès dans la lutte.

Konstantin N.
Ukraine

Note de la rédaction. Cette lettre a été traduite de l'espéranto par le camarade Francis qui a continué le travail de traduction d'André Martin, décédé en mai 96. Nous l'en remercions de tout cœur. Voulez-vous offrir un abonnement à Solidaire à Konstantin d'Ukraine ? Ou à d'autres camarades du tiers monde et de l'Europe de l'Est ? Demandez le formulaire à Solidaire Promotion, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Ou versez votre contribution sur le compte de Solidaire Promotion 001-0728997-21, avec la mention "abonnement tiers monde". Un abonnement de trois mois coûte 750 F et d'un an, 2750 F.

Blague palestinienne

Deux amis de la bande de Gaza, territoire "autonome" palestinien, se rencontrent. «Je viens d'acheter un super bagnole, dit l'un. Avec cinq vitesses !» L'autre répond : «Cela ne te servira pas à grand chose. Une vitesse, c'est bien. Deux, ça va. Mais dès que tu passeras la troisième, tu seras hors du territoire.»

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Le génocide rwandais se poursuit au Zaïre

Les têtes des victimes coupées et placées sur des lances le long de la route

Des groupes extrémistes hutu ont organisé des massacres particulièrement atroces dans la zone du Zaïre qui borde le Rwanda, la nuit du 7 au 8 juin dernier. Les victimes sont toutes des ressortissants zairois d'origine rwandaise et non des réfugiés.

Tony Busselen

Il y a quelques années, les Banyarwandas (1) coexistaient pacifiquement avec les groupes ethniques zairois au nord du Kivu. Habitant les mêmes villages et participant à la production d'une des régions les plus riches du Zaïre. Aujourd'hui, les 600.000 habitants de cette zone ont été chassés. Depuis 1993, massacres et combats s'y succèdent (2).

Lorsque les puissances coloniales européennes ont retracé les frontières de l'Afrique en fonction de leurs intérêts, une partie du royaume rwandais a été attribuée au Congo belge. Jusqu'à cette époque, la région de Masisi et de Rutshuru dépendait du roi rwandais. Après la conférence de Berlin de 1885, de nombreux Banyarwandas sont devenus des ressortissants du Congo belge. Dans les années 20 et 30, les Belges ont amené beaucoup de Rwandais à Masisi pour y travailler dans les plantations. Après l'indépendance du Rwanda, beaucoup de familles tutsi se sont réfugiées dans cette région, fuyant les massacres et les persécutions. Ils n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, la population de Masisi soit constituée en grande partie de Banyarwandas. L'Onu estime leur nombre entre 450.000 et 600.000. Les autres habitants de Masisi, quelque 150.000, sont surtout des Nande et dans une moindre mesure des Nyanga, des Hunde et des Tembo. Après l'accession du Zaïre à l'indépendance en 1960, une loi a permis à tous ceux qui habitaient le pays d'obtenir la nationalité zairoise.

Mais en 1981, cette loi a été amendée. Dorénavant, ceux qui souhaitaient obtenir la nationalité zairoise devaient démontrer que leurs ancêtres habitaient le Zaïre avant 1885. Ne disposant pas de la nationalité zairoise, les Banyarwandas ne pouvaient jouer aucun rôle politique et ils étaient soumis à l'autorité du Mwami (3) hunde. Au milieu des années 80, les Banyarwandas ont commencé à s'opposer à l'impôt redevable au Mwami. Pendant la conférence nationale de Kinshasa (1990-1991), la notion de "nationalité douteuse" est apparue. Certains délégués de Masisi se sont vu refuser l'accès à la conférence parce qu'ils auraient revendiqué à tort la nationalité zairoise.

Dans la perspective des élections présidentielles, d'abord annoncées pour le mois de juin 1994 et prévues actuellement pour le mois de juin 1997, les tensions se sont

accrues. De plus en plus de gens se sont vu reprocher leur "nationalité douteuse". Entre mars et juillet 1993, des accrochages ont éclaté à grande échelle. Ils avaient été soigneusement préparés par les autorités zairoises. Pendant ces combats, ce sont surtout les "bangilimas" et les "maimais", deux milices redoutées, qui exécutaient les sales besognes. Ces milices sont composées de Nandes, de Nyanges et de Hundes. "Maimai" signifie "eau". Ce nom provient de la croyance de ces milices selon laquelle les couteaux et les balles se transforment en eau lorsqu'on les utilise contre eux. Selon le bilan officiel, les combats ont fait 14.000 morts, mais certains observateurs estiment qu'il y a eu entre 25.000 et 40.000 victimes. Des 600.000 habitants de Masisi, 300.000 ont été expulsés de leur maison et les différents groupes ethniques ont commencé à se concentrer et à former des enclaves ethniques "pures".

Deuxième vague de massacres (janvier 95 - juin 96)

Pendant environ un an, un calme relatif a régné à Masisi. Mais en juillet 1994, plus de 800.000 réfugiés hutus se sont installés autour de Goma, sous la direction de l'ancien gouvernement rwandais, responsable du génocide rwandais. Lorsqu'en décembre



De nombreux Rwandais ont été envoyés dans la région zairoise du Kivu dans les années 20 et 30 afin d'y travailler dans les plantations (photo : culture du thé au Kivu).

1995, le gouvernement zairois a brandi la menace du rapatriement forcé des réfugiés, une part importante de ces réfugiés se sont enfuis vers Masisi avec leurs armes. Par ailleurs, début 1995, le président Mobutu avait envoyé des troupes supplémentaires dans la région. Mais ces soldats, sous-payés et indisciplinés, ont usé de tous les moyens pour s'approprier les richesses de Banyarwanda. Tout ceci a provoqué des tueries visant essentiellement, cette fois, des Tutsis. Un an plus tard, il n'y a pratiquement plus de Tutsis à Masisi.

En avril 1996, les autorités zairoises ont commencé à renvoyer au-delà de la frontière des Tutsis ayant la nationalité zairoise. Leurs cartes d'identité leur ont été enlevées par les troupes de la

sécurité zairoise. Le 24 avril, Christophe Motomupenda, gouverneur du Nord-Kivu, a défendu ces pratiques : « Ces conflits sont sciemment déclenchés par des gens qui veulent s'attribuer un statut qu'ils n'ont pas. Les Tutsis qui sont rentrés dans leur patrie étaient des réfugiés rwandais de 1959. Ils ont décidé de leur plein gré de rentrer au Rwanda. »

Les milliers de Tutsis qui habitaient encore dans le Nord-Kivu au début de cet été en ont été chassés. Début juin, les groupes de Hutus extrémistes ont tenté de s'implanter à l'intérieur du Kivu. Dans la nuit du 7 au 8 juin, ils ont organisé des massacres dans la zone de Rutshuru. Le bilan des victimes est impossible à établir car les tueries ont été organisées simultanément dans tous les villages et les

survivants se sont enfuis vers l'Ouganda ou le Rwanda. Les méthodes pratiquées lors de ces massacres sont particulièrement atroces : les têtes des personnes tuées ont été coupées et placées sur des lances le long de la route. Les autorités locales n'ont pas bougé. Les victimes sont tous des ressortissants zairois et non des réfugiés. (4)

1. Banyarwanda est le nom générique de tous ceux qui parlent la langue rwandaise, donc aussi bien des Hutu que des Tutsi. 2. Sauf indication contraire, toutes les informations reprises dans cet article proviennent du rapport de l'Onu du 3 juin 1996 sur la situation à Masisi et Rutshuru. 3. Le Mwami, ou roi des Hunde est reconnu par l'Etat zairois et détient certains pouvoirs, dont celui de percevoir un tribut des habitants. 4. Le Soir, 16.07.96.

S'en prendre aux plus hauts responsables !

La situation à Masisi est la conséquence de la politique du "diviser pour régner" menée pendant des années sous le colonialisme. Une politique reprise par le régime Mobutu au Zaïre et par le régime Habyarimana au Rwanda. Une politique qui consiste en des génocides organisés, des menées racistes et la propagation d'un ethnicisme fanatique. Le résultat est que toute la région va à la dérive. Une sorte de jungle où les horreurs les plus inimaginables sont monnaie courante. Le racisme et l'ethnicisme conduisent au banditisme pur. Des gens sont chassés ou assassinés à grande échelle dans le seul but, en fin de compte, de s'emparer de leurs biens. La semaine passée, un nouvel accord, un de plus, a été conclu

entre les autorités zairoises et rwandaises. L'accord prévoit le rapatriement massif et inconditionnel de tous les réfugiés rwandais. Les deux parties se sont aussi mises d'accord pour identifier tous les Banyarwanda qui ont été chassés du Kivu et leur permettre de rentrer chez eux. Certains commentateurs parlent cette fois d'"accord sérieux". Ils pensent que la stabilité dans la région est possible grâce à un équilibre entre toutes les forces importantes sur le terrain, faisant la balance entre les "sphères d'influence anglophone et francophone". Mais l'impérialisme n'a pu empêcher l'épouvantable génocide rwandais; au contraire, c'est lui qui l'a provoqué. Toutes les précédentes interventions militaires de l'impérialisme, menées sous la bannière "humanitaire", ont éga-

lement tourné à la catastrophe. De la même manière aujourd'hui, une "politique d'équilibre" ne va rien changer de fondamental à la situation de crime généralisé. Seule une rupture radicale avec l'ethnicisme et des sanctions contre les hauts responsables de cette politique criminelle peuvent y mettre un terme. La campagne menée par les groupes Mille Collines et la Ligue Anti-Impérialiste contre l'impunité des fascistes rwandais et leurs protecteurs doit être renforcée d'urgence. C'est le soutien le plus efficace que nous puissions apporter aux victimes. Vous pouvez vous joindre à cette campagne en rassemblant des signatures pour la pétition centrale (voir Solidaire de la semaine passée). Prenez contact avec le secrétariat de la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. :

02/513.33.94.

Les 7 et 8 septembre, la LAI organise avec la campagne Mille collines un **camp d'action à Maredret** contre la présence de deux nonnes rwandaises coresponsables de la mort de 7.000 personnes (voir Solidaire n°33 de la semaine passée). Par cette action, nous voulons protester contre la protection que les autorités ecclésiastiques accordent à ces criminels. Durant les deux jours, l'accueil sera assuré à partir de 10 heures. Le camp aura lieu dans le camping «Les viviers», rue des Artisans 44 à Maredret. Pour plus d'informations concernant le transport à Maredret ou le programme du week-end, adressez-vous au secrétariat de la LAI. Tél. : 02/513.33.94.